Anhang

Annexes

1 - 25

zu den Stadtratsprotokollen Nrn. 14 + 15

vom 16. und 17. September 2020

aux procès-verbaux nos 14 + 15

des 16 et 17 septembre 2020

Anhang Nr. 1

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

au postulat urgent 20190423, Christiane Vlaiculescu-Graf, Groupe PSR, «Pour une stratégie claire et transparente en matière de circulation»

L'auteure du postulat urgent susmentionné demande au Conseil municipal de présenter rapidement une stratégie claire et globale des plans de circulation pour l'ensemble du territoire de Bienne, comprenant des solutions de consultation de la population et du Conseil de ville, ainsi que des mesures de communication transparente.

En matière de mobilité en général et de fonctionnement des réseaux cyclable, piétonnier, de transports publics et de transports individuels motorisés en particulier, le Conseil municipal a accepté en octobre 2018 la Stratégie globale de mobilité 2018-2040 de la Ville de Bienne (SGM), laquelle fixe les orientations directrices à moyen et long terme du développement de tous les modes de déplacement sur le territoire biennois. L'élaboration de cette stratégie s'est faite suite à l'adoption en décembre 2014 par le Conseil de ville de Bienne du Règlement pour l'encouragement de la circulation piétonne et cycliste et des transports publics (RDCo 761.8), afin de poser les jalons d'un développement durable de la mobilité sur le territoire communal. Ces bases légales et de planification se positionnent clairement pour un plafonnement du trafic individuel motorisé sur le réseau urbain local et un report des charges de trafic sur les autres modes de déplacement, afin d'améliorer la qualité de vie autant dans les quartiers d'habitation que sur l'ensemble du territoire communal tout en répondant aux besoins de mobilité de la population et des personnes visitant la ville.

Il est à noter que les associations actives dans le domaine de la mobilité ont été impliquées dans les réflexions relatives à la SGM et, pour ce faire, consultées au cours des différentes étapes de son élaboration. Elles ont notamment eu la possibilité de s'exprimer sur une version complète de la SGM, avant finalisation de celle-ci, dans le cadre d'un processus de participation au cours duquel elles ont été sollicitées pour déposer une prise de position circonstanciée. Les différentes prises de position reçues dans ce cadre ont été traitées et, autant que possible, intégrées à la SGM. Une fois la SGM approuvée par le Conseil municipal, un travail de synthèse et un résumé du rapport technique à destination du grand public ont été effectués. Une soirée d'information publique, à laquelle ont été invités les membres du Conseil de ville, les représentantes et représentants des communes d'agglomération, les entreprises de transport et de mobilité de la région, les actrices et acteurs économiques, etc., a également été organisée pour présenter les contenus et répondre aux questions.

Dans une prochaine phase, la SGM sera concrétisée par l'édiction de plans sectoriels, approfondissant les objectifs de développement de chaque mode de déplacement pris séparément et fixant pour chacun d'eux des mesures spécifiques. Ces plans sectoriels, qui viendront concrétiser la SGM, auront le statut de plans directeurs et feront ainsi l'objet d'une procédure formelle usuelle comprenant une procédure d'information et de participation de la population, selon art. 58 de la Loi sur les constructions du canton de Berne (LC).

Concernant plus particulièrement le réseau du trafic individuel motorisé (TIM), le plan directeur MaC (mesures d'accompagnement en matière de circulation) lié au contournement autoroutier A5 de Bienne, lequel a fait l'objet d'une procédure d'information et de participation publique et revêt un caractère contraignant pour les autorités, constitue un document de référence majeur. La stratégie TIM poursuivie par la Ville de Bienne, développée dans le plan directeur MaC et la SGM, vise, d'une part, à supprimer le trafic de transit dans les quartiers et, d'autre part, à créer des rapports de circulation tenant compte des besoins des piétonnes et piétons, des cyclistes et des transports publics tout en valorisant et rendant attractif le domaine public. Il s'agit ainsi d'éviter que le TIM ne traverse le centre et les quartiers en organisant l'accessibilité

aux secteurs urbains par un système de «poches». L'on poursuit donc la logique de voie principale de contournement de la ville à partir de laquelle l'accès vers les quartiers se fait par le cheminement le plus direct. Le trafic est freiné avant d'entrer dans les secteurs sensibles de la ville et d'y rester bloqué. Au sein des quartiers, l'aménagement des routes de desserte doit limiter tout transit au bénéfice d'une plus grande qualité de vie. L'objectif de la mesure prise dans le secteur de la Place de la gare mentionnée à titre d'exemple par l'auteure du postulat s'inscrit parfaitement dans cette logique.

La consultation de la population en général et du Conseil de ville en particulier dans les procédures de planification a été explicitée ci-avant. Il ressort que les associations actives dans le domaine de la mobilité sont systématiquement consultées et que la population se voit offrir la possibilité de prendre position dans le cadre des procédures d'information et de participation publique liées à l'édiction de chaque plan directeur. Concernant la mise en œuvre des projets en matière de circulation, l'on ajoutera que ceux-ci font tout d'abord l'objet d'une approbation par le Conseil municipal, qui s'assure notamment que lesdits projets s'inscrivent bien dans le cadre des stratégies et plans directeurs en vigueur. Selon les coûts d'investissement, l'approbation du crédit revient ensuite au Conseil de ville. En outre, toutes les affaires qui sont liées à la circulation et aux transports et relèvent du Conseil de ville ou des ayants droit au vote, mais qui ne sont pas soumises à une procédure de participation obligatoire en vertu de l'art. 58 de la Loi sur les constructions, sont discutées au préalable – en général avant leur adoption par le Conseil municipal – au sein de l'organe consultatif en matière de circulation (Ordonnance sur l'organe consultatif en matière de circulation, OCC ; RDCo 761.2). Finalement, il est rappelé que les réaménagements de l'espace rue font l'objet d'une procédure de permis de construire et les modifications du régime de circulation impliquent également une procédure d'approbation. Au cours de ces procédures d'autorisation, toutes les personnes concernées ont la possibilité de former opposition.

Parallèlement aux procédures légales et formalisées, ou plus généralement en amont de celles-ci, les projets de planification, d'aménagement ou de modification en matière de circulation sont communiqués à la population par divers canaux complémentaires: conférence de presse, résumé du projet dans une brochure spécifique, organisation de présentations publiques, création d'un site internet dédié spécifiquement au développement de la mobilité à Bienne et dans son agglomération (ex: bienne-en-mouvement.ch) ou communication sur le site internet de la Ville de Bienne, débat dans les quartiers, etc.

Le Conseil municipal est conscient des attentes élevées de la population en ce qui concerne l'information relative aux divers projets impactant leur cadre de vie et la prise en compte des intérêts en présence. Il s'efforce d'y répondre au mieux au travers de canaux susmentionnés, dans le cadre de ses possibilités et des moyens disponibles. Il prend également note des critiques émises et cherche à améliorer constamment ses pratiques, afin de renforcer sa communication et de rendre l'information plus accessible et compréhensible.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal entend poursuivre la mise en œuvre de sa vision stratégique en matière de gestion de la circulation en informant, consultant et impliquant la population de manière appropriée. De ce fait, il propose au Conseil de Ville d'adopter le postulat urgent 20190423 et de le radier du rôle.

Bienne, le 29 janvier 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: Postulat 20190423

Groupe PSR

postulat 20190423

~~MOTION~~ URGENTE : Pour une stratégie claire et transparente en matière de circulation

Le Conseil municipal est prié de présenter rapidement une stratégie claire et globale des plans de circulation pour l'ensemble du territoire la Ville de Bienne, comprenant des solutions en matière de consultation de la population et du Conseil de ville, ainsi que des mesures une communication transparente.

Justification

L'annonce des modifications de la circulation de la Place de la Gare soulève beaucoup de commentaires voire même de protestations et d'oppositions importantes. Dans ce cas particulier, le 8 mars 2015 la population biennoise avait nettement refusé en votation populaire un projet de réaménagement de la Place de la Gare. Les enjeux de circulation ont joué un rôle important dans ce résultat négatif.

Pour éviter des blocages récurrents, le Conseil municipal se doit de tenir compte des critiques que les différents projets de circulation suscitent au sein de la population. Il est nécessaire que la stratégie globale de la Ville en matière de circulation soit présentée de manière globale et transparente. Elle doit être correctement communiquée.

Depuis des années, le groupe PSR reste très sensible à la problématique de "circulation" et de mobilité, notamment quant aux conséquences en matière de pollution. Mais il faut également rester attentifs aux problèmes rencontrés par les usagers, notamment en lien avec circulation mal contrôlée. Le PSR soutient donc une solution tenant compte de l'ensemble de ces aspects.

Le groupe PSR souhaite également que les options prises soient clairement exposées et expliquées. La question des consultations préalables des populations concernées par ses projets se pose. La stratégie doit donc proposer un processus de consultation adéquat ainsi que des mesures de communication pertinentes. L'implication du Conseil de ville dans ces décisions doit également être renforcée. La question se pose également pour les ayants-droit au vote en matière communale.

Bienne, le 20 novembre 2019

Pour le Groupe PSR

Christiane Vlaiculescu-Graf

Ch Vlaiculescu-Graf

Anhang Nr. 2

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des dringlichen Postulates 20190421, Sandra Schneider, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, «Moratorium von verkehrsflankierenden Massnahmen bis der Westast realisiert wird»

Die Autorin des dringlichen Postulates ist der Ansicht, dass der Gemeinderat mit der Teilsperrung der Bahnhofstrasse für den motorisierten Individualverkehr den verkehrlich flankierenden Massnahmen (vfM) zum A5-Westast vorgegriffen hat. Sie hält die Realisierung von Verkehrsmassnahmen für verfrüht und sinnlos, solange die zu erwartenden Veränderungen der Verkehrsströme im Stadtzentrum nicht bekannt sind. Sie fordert deshalb den Gemeinderat auf, die Umsetzung der verkehrlich flankierenden Massnahmen zum A5-Westast bis zu dessen Realisierung auszusetzen. Alle bestehenden und geplanten Begleitmassnahmen sollen bis auf weiteres aufgehoben oder zurückgestellt werden.

Der Gemeinderat möchte an dieser Stelle verschiedene Punkte zu den im Postulat vorgebrachten Forderungen klarstellen. Die geplante Teilsperrung der Bahnhofstrasse für den motorisierten Individualverkehr entspricht einer spezifischen Verkehrsmassnahme zur Entlastung des Quartiers vom Durchgangsverkehr und zur Optimierung der Verkehrsströme für den städtischen und regionalen öffentlichen Verkehr. Sie erfolgt unabhängig von der Realisierung des A5-Westasts. Gestützt auf die erhobenen Unfallstatistiken bezweckt diese Massnahme auch eine erhöhte Verkehrssicherheit. Im grösseren Rahmen betrachtet gehört das Verkehrsvorhaben im Bahnhofbereich zur Gesamtmobilitätsstrategie, mit welcher der Anteil des Langsamverkehrs und damit die Attraktivität der Bieler Innenstadt erhöht werden sollen. Die verkehrlichen Massnahmen im Bahnhofquartier sind im Weiteren aufgrund hängiger Rechtsverfahren noch nicht umgesetzt.

Es sei daran erinnert, dass das Vorhaben im Bereich des Bahnhofs ebenfalls der Forderung des vom Stadtrat überwiesenen überparteilichen Postulats 20170162 «*Autofreier Bahnhofplatz*» entspricht. Die Verkehrserhebung in diesem Sektor hat mehrere neuralgische Punkte im Verkehrsablauf erkennen lassen, insbesondere auf der Aarbergstrasse und dem Bahnhofplatz, die sich auf das gesamte Netz der öffentlichen Verkehrsbetriebe auswirken. Sie hat auch mögliche rasche und dem Bahnhofbereich angemessene Lösungen aufgezeigt. Nach der Eröffnung des Ostasts ging auch der Verkehr im Stadtzentrum insgesamt zurück. Dadurch entstanden Möglichkeiten zur Neugestaltung und Anpassung der Verkehrsführung in einzelnen Zonen. Es ist somit für den Durchgangsverkehr nicht mehr zwingend nötig, den Weg über das Bahnhofquartier zu nehmen. Die im September 2017 angekündigten nötigen Massnahmen sind in diesem Zusammenhang zu sehen. Das Vorhaben an sich gehört nicht zu den verkehrlich flankierenden Massnahmen. Es wurde weder im Rahmen der flankierenden Massnahmen konzipiert noch über diese Massnahmen finanziert.

Im Übrigen wurde angesichts des laufenden Dialogs in Bezug auf den Westast bis heute keine der begleitenden Massnahmen realisiert.

Die realisierten Massnahmen sowie die Planung der vfM im Zusammenhang mit dem Ostast beruhen auf dem für die Behörden verbindlichen Richtplan sowie auf der Gesamtmobilitätsstrategie der Stadt Biel. Die umgesetzten Massnahmen zeitigen die erwartete Wirkung, und die Planung der definitiven Massnahmen ist im Gang. Die baulichen Massnahmen werden in den nächsten Jahren umgesetzt.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das dringliche Postulat 20190421 nicht erheblich zu erklären.

Biel, 19. Februar 2020

Namens des Gemeinderates

Erich Fehr

Stadtpräsident

Barbara Labbé

Stadtschreiberin

Beilage: dringliches Postulat 20190421

Dringliches
Motion Postulat

Moratorium von verkehrsflankierenden Massnahmen bis der Westast realisiert wird

Mit der geplanten Teilsperrung der Bahnhofstrasse für den motorisierten Individualverkehr greift der Bieler Gemeinderat den verkehrsflankierenden Massnahmen zum A5-Westast vor. Die Realisierung der Westumfahrung ist aber immer noch nicht beschlossene Sache. Eine vorzeitige Realisierung von innerstädtischen Verkehrsmassnahmen daher verfrüht und sinnlos, da zuerst einmal die veränderten Verkehrsströme abgewartet werden sollte.

Aus diesem Grund fordern wir den Gemeinderat auf, dass

1. *bis zur Eröffnung des A5-Westasts die Umsetzung von verkehrsflankierenden Massnahmen ausgesetzt werden,*
2. *bestehende und geplanten Massnahmen bis auf weiteres aufgehoben respektive zurückgestellt werden.*

Sandra Schneider
(Fraktion SVP/Die Eidgenossen)

Biel/Bienne, 20. November 2019

Schneider

O. Waechter

Anhang Nr. 3

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des überparteilichen Postulats 20190343, Alfred Steinmann, Fraktion SP, Maurice Paronitti, Fraktion PRR, Glenda Gonzalez, Fraktion PSR, Max Wiher, Fraktion GLP+, Urs Scheuss, Fraktion Grüne, Franziska Molina, EVP, Reto Gugger, BDP, Bernhard Leuenberger, Fraktion FDP, «Verkehrlich flankierende Massnahmen im Mühlefeld optimieren»

Mit dem überparteilichen Postulat wird der Gemeinderat zur Prüfung verschiedener Änderungen des Projekts zum Schutz des Mühlefeldquartiers vor Schleichverkehr sowie von zusätzlichen Verkehrsberuhigungsmassnahmen aufgefordert.

Der Gemeinderat pflichtet den Postulanten bei: Die Ausfahrt Paoluzzo entspricht seit der Eröffnung des Ostasts der Autobahnumfahrung A5 nicht mehr der Netzstruktur. Sie ist problematisch, weil ein Teil des Schwerverkehrs und des motorisierten Individualverkehrs, um ins Zentrum zu gelangen oder einfach um Stau zu umgehen, direkt aus dem Haupt-Agglomerationsnetz in Erschliessungsstrassen des Quartiers fährt und damit das Wohnquartier Mühlefeld unnötig belastet. Anzumerken ist, dass die eingeführten Massnahmen die Verkehrsbelastung im Quartier um 40 % reduzieren konnten. Die verkehrsflankierenden Sofortmassnahmen gehen somit in die richtige Richtung, auch wenn sie für gewisse (autofahrende) Quartierbewohnerinnen und –bewohner punktuell unvermeidliche Unannehmlichkeiten nach sich ziehen dürften.

Der Gemeinderat teilt die Ansicht der Postulanten, dass die Ausfahrt Paoluzzo definitiv geschlossen werden soll. Danach könnte die Zihlstrasse zwischen der Alexander-Moser-Strasse und dem Emile-Ganguillet-Weg wieder für beide Verkehrsrichtungen geöffnet werden. Entsprechende Schritte sind in Gang (siehe unten). Hingegen soll die Einbahn im Bereich Zihlplatz einen Zugang zum Bahnhof durch das Quartier für den Verkehr aus der südlichen Agglomeration verhindern. Sie steht in keinem direkten Zusammenhang mit der Ausfahrt Paoluzzo und ist nötig, um einen Süd-Nord-Transit durch die Alexander-Moser-Strasse zu verhindern. Im Weiteren ist das Einbahnregime auch aus Sicherheitsgründen notwendig, da die Autolenkerinnen und -lenker aufgrund der engen Platzverhältnisse in der Alexander-Moser-Strasse teilweise auf die Trottoirs ausgewichen sind, um kreuzen zu können.

An einer Sitzung zwischen den Gemeinden Biel und Nidau und Vertreterinnen und Vertretern des Quartiers Anfang Juli 2019 wurde vereinbart, dass die Städte beim Kanton die Schliessung der Ausfahrt Paoluzzo beantragen. Formell muss die Stadt Nidau den Antrag stellen, da die Ausfahrt auf ihrem Gebiet liegt. Die Stadt Biel kann den Antrag nur unterstützen. Das zuständige kantonale Amt muss dann das übliche Genehmigungsverfahren für Verkehrsmassnahmen einleiten. Gleichzeitig hat sich die Stadt Biel bereiterklärt, die Machbarkeit von punktuellen Begegnungszonen im Quartier zu prüfen. Der Prozess ist an das Vorgehen für Anträge auf Begegnungszonen gebunden und wird derzeit evaluiert. Ebenfalls geprüft wird die Stärkung des Erscheinungsbilds der Tempo-30-Zone in der Alexander-Moser-Strasse, die der Stadt vom Kanton Bern als nicht mehr gestaltungskonform gemeldet worden ist. Nach der Einführung dieser Massnahmen werden die Einbahn Zihlplatz und die Gestaltung neu beurteilt.

Ein generelles Lastwagenverbot ist nicht sachgerecht. Die Schwerverkehrsproblematik betrifft nicht nur das Mühlefeldquartier, das nicht stärker betroffen ist als andere Quartiere. Verbote für ein ganzes Quartier sind zudem schwer durchsetzbar.

Demnach arbeitet die Stadt Biel mit der Stadt Nidau, dem Quartierleist und dem Kanton Bern zusammen. Die Bevölkerung wird über den Quartierleist nach der gängigen Praxis einbezogen und informiert.

Deshalb beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die Punkte 1 sowie 3 bis 5 des überparteilichen Postulates 20190343 erheblich zu erklären und Punkt 2 nicht erheblich zu erklären.

Biel, 15. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:

Beilage: überparteiliches Postulat 20190343

20190343

Überparteiliches Postulat
Verkehrlich flankierende Massnahmen im Mühlefeld optimieren.

Nach der Eröffnung des A5 Ostasts wurden im Mühlefeldquartier verkehrlich flankierende Massnahmen (vfM) geplant und eingeführt. Grundsätzlich sind diese Massnahmen für das Mühlefeldquartier wichtig und sollen den Durchgangsverkehr verkleinern. Einige Massnahmen bewirken leider, dass das Mühlefeld in zwei Teile geteilt wird. Auch ist die Sicherheit der Schulkinder gefährdet.

Der Gemeinderat wird aufgefordert, folgende Punkte zu prüfen:

1. Schliessung der Ausfahrt Paoluzzo an der kantonalen T6 (Bernstrasse) erwirken. Diese Massnahme muss mit der Gemeinde Nidau koordiniert und beim Kanton beantragt werden.
2. Rasch ein Durchfahrtsverbot für Lastwagen an den Eingangspforten des Quartiers zu erlassen (Zubringerdienst gestattet).
3. Nach einer Schliessung der oben genannten Ausfahrt, kann der Einbahnverkehr an der Zihlstrasse Richtung Zihlplatz, sowie der Einbahnverkehr vom Zihlplatz Richtung Moserstrasse aufgehoben werden.
4. Um die Zugangssicherheit der beiden Schulen (Mühlefeld Nord und Les Peupliers) zu erhöhen, ist im Perimeter Ganguilletweg / Grenzstrasse / ein grosser Teil der Moserstrasse / Zihlplatz, sowie rund um beide Schulhäuser eine 20er Begegnungszone einzuplanen.
5. Diese Massnahmen sind mit der Stadt Nidau, dem Mühlefeldleist und der Bevölkerung des Mühlefelds abzusprechen und zu planen.

Begründung: Die jetzige Situation ist für das Quartier Mühlefeld nicht befriedigend. Die Ausfahrt Paoluzzo der Bernstrasse ist unnötig und bewirkt, dass ein Teil des Durchgangsverkehres durch die kleinen Strassen des Mühlefelds gezwängt wird. Dabei kommt immer wieder vor, dass Lastwagen versuchen, sich durch die engen Quartierstrassen zu zwängen. Meist müssen sie sich dann rückwärts aus diesen Seitenstrassen herausmanövrieren. Deshalb sollte die Lastwagendurchfahrt durchs Quartier eingeschränkt werden.
Der Einbahnverkehr um den Zihlplatz ist nur nötig, solange die Ausfahrt Paoluzzo offen ist.
Viele der betroffenen Quartierstassen haben nicht einmal ein Trottoir. Dadurch ist die Sicherheit der Schulkinder gefährdet. Denn die Lehrkräfte des Schulhauses Mühlefeld Nord schicken ihre Schüler oft fürs Turnen und das Werken ins andere Schulhaus (Les Peupliers). Die Kinder müssen diesen Weg selbständig bewerkstelligen. Es hat hier bereits nicht nur heikle Situationen, sondern auch schon Unfälle mit Kindern gegeben.
Da der Verkehr in den Quartieren gebremst werden soll, um die Sicherheit der Kinder zusätzlich zu erhöhen, sind Begegnungszonen um die Schulhäuser, um den Kindergarten und deren Verbindungswege zueinander, zu prüfen und einzuführen.

Biel, den 19. September 2019

Alfred Steinmann, Fraktion SP

Maurice Paronitti, Fraktion PRR

Glenda Gonzalez, Fraktion PSR

Max Wiher, Fraktion glp

Urs Scheuss, Fraktion Grüne

Franziska Molina, EVP

Reto Gugger, BDP

Bernhard Leuenberger Fraktion FDP

Anhang Nr. 4

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20190345, Reto Gugger, BDP, Alfred Schor, EDU, Peter Bohnenblust, FDP, «Überarbeitung Parkierungsreglement»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, das «Reglement über die Bewirtschaftung, Finanzierung und Erstellung öffentlicher Parkierungsanlagen (Parkierungsreglement)», SGR 761.5 sowie alle sich darauf beziehenden Vorschriften möglichst rasch zu aktualisieren. Bei der Aktualisierung sollen insbesondere folgende Punkte berücksichtigt werden:

1. Die in der Diskussion vom 17. November 2016 zum Thema «20160252 Jakob-Stämpfli-Strasse (Falkenstrasse – Grünweg) / Neugestaltung der Strasse» vom Gemeinderat in Aussicht gestellte Verschiebung der Parkplatzgrenzen zwischen den Zonen A und M (siehe Seiten 529, 535 und 536 des Protokolls der Stadtratssitzung vom 17. November 2016).

2. Das Vorgehen bezüglich Rückerstattungsgesuchen bei Parkkarten (z.B. bei Todesfall der Fahrzeughalterin/des Fahrzeughalters, bei Wegzug oder bei massiver Reduktion der Parkierungsmöglichkeiten im Quartier durch verkehrliche Massnahmen (Einrichtung Fahrverbote im Mühlefeld).

3. Erlass von Richtlinien für den flächendeckenden Einsatz von Zusatzschildern «Zubringerdienst und zum Parkieren gestattet» (analog der Praxis in der Gemeinde Lyss) in Quartieren mit Zufahrtsbeschränkungen. Dadurch soll die Problematik der Beschränkung diverser Strassen auf «Zubringerdienst» sinnvoll und zweckmässig entschärft werden.

Der Gemeinderat nimmt zu den im Postulat vorgebrachten Anliegen wie folgt Stellung:

In der Gesamtmobilitätsstrategie 2018–2040 hat der Gemeinderat in Bezug auf die Parkplatzbewirtschaftung festgehalten, dass die Parkplatzsituation und die Parkraumbewirtschaftung sowohl für Autos als auch für Velos in Abstimmung mit der Entwicklung der Fortbewegungspraktiken stetig optimiert werden sollen. Die umfassende Überprüfung der Grundlagen der Parkplatzbewirtschaftung befindet sich deshalb bereits in Vorbereitung; der Beginn der entsprechenden Arbeiten ist für 2020 geplant und sie werden angesichts der Komplexität des Themas sicher noch einige Zeit in Anspruch nehmen. Die damit unter anderem angestrebte Optimierung der Parkplatzbewirtschaftung im Sinne der Gesamtmobilitätsstrategie wird ohne Zweifel auch eine - mindestens teilweise - Überarbeitung des Parkierungsreglements erfordern. Die im Postulat speziell hervorgehobenen drei Punkte sind Fragen operativer Natur, deren Bearbeitung nicht zwangsläufig bis zur Ausarbeitung einer strategischen Vision warten muss und die möglicherweise durch den Sachplan Parkierung nicht abschliessend behandelt werden können. Die in Zusammenhang mit diesen drei Fragen vorzunehmenden Abklärungen und allenfalls zu treffende Massnahmen können jedoch nicht kurzfristig vorgenommen, bzw. umgesetzt werden, weil sie mehrheitlich eine Revision der Parkierungsverordnung voraussetzen, was erfahrungsgemäss eine gewisse Zeit in Anspruch nimmt. Der Gemeinderat erklärt sich jedoch bereit, die hierfür notwendigen Abklärungen und Arbeiten sofort in Auftrag zu geben.

Gestützt auf die oben gemachten Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat daher, das überparteiliche Postulat 20190345 erheblich zu erklären.

Biel, 22. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: überparteiliches Postulat 20190345

20190345

BDP / PBD EDU / UDF FDP / PRR

Postulat

Überarbeitung Parkierungsreglement

Der Gemeinderat wird darum gebeten, das „Reglement über die Bewirtschaftung, Finanzierung und Erstellung öffentlicher Parkierungsanlagen (Parkierungsreglement)", SGR 761.5 sowie alle sich darauf beziehenden Vorschriften möglichst rasch zu aktualisieren. Bei der Aktualisierung sollen insbesondere folgende Punkte berücksichtigt werden:

1. Die in der Diskussion vom 17. November 2016 zum Thema „20160252 Jakob-Stämpfli-Strasse (Falkenstrasse - Grünweg) / Neugestaltung der Strasse" vom Gemeinderat in Aussicht gestellte Verschiebung der Parkplatzgrenzen zwischen den Zonen A und M (siehe Seiten 529, 535 und 536 des Protokolls der Stadtratssitzung vom 17. November 2016)

2. Das Vorgehen bezüglich Rückerstattungsgesuchen bei Parkkarten (z.B. bei Todesfall der Fahrzeughalterin/des Fahrzeughalters, bei Wegzug oder bei massiver Reduktion der Parkierungsmöglichkeiten im Quartier durch verkehrliche Massnahmen [Einrichtung Fahrverbote im Mühlefeld])

3. Erlass von Richtlinien für den flächendeckenden Einsatz von Zusatzschildern „Zubringerdienst und zum Parkieren gestattet" (analog der Praxis in der Gemeinde Lyss) in Quartieren mit Zufahrtsbeschränkungen. Dadurch soll die Problematik der Beschränkung diverser Strassen auf „Zubringerdienst" sinnvoll und zweckmässig entschärft werden

Begründung:

Die Verschiebung der Parkplatzgrenzen/Sektoren ist nunmehr fast drei Jahre hängig, die Behandlung von Rückerstattungsgesuchen bisher noch nirgends verbindlich geregelt. Die vermehrte Einführung von Strassen mit „Zubringerdienst" hat für Verärgerung und Verunsicherung bei den betroffenen QuartierbewohnerInnen gesorgt.

Biel, 19. September 2019

Reto Gugger
BDP

Alfred Schor
EDU

Peter Bohnenblust
FDP - Die Liberalen

Anhang Nr. 5

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des dringlichen Postulats 20190348, Urs Külling, Alfred Steinmann, Fraktion SP/JUSO, «Parkplatzverluste am Bahnhof»

Die Robert Walser-Sculpture beanspruchte im Sommer 2019 während mehrerer Monate den Bahnhofplatz und erforderte die temporäre Aufhebung von Parkplätzen. Da die Postulanten festgestellt haben, dass dies ohne grössere Probleme ablief, wird der Gemeinderat gebeten zu prüfen, ob eine definitive Aufhebung dieser Parkplätze zugunsten anderer Nutzungen, die den öffentlichen Raum aufwerten, möglich wäre.

Aufgrund der Installation der Robert Walser-Sculpture von Juni bis September 2019 mussten auf der Nordwest-Seite des Bahnhofplatzes 25 Parkplätze für Motorfahrzeuge provisorisch aufgehoben werden. Dieser Bereich des Platzes wurde anschliessend spontan als Haltezone («Kiss & Ride») genutzt. Eine erste Einschätzung dieser Ausnahmesituation geht in die gleiche Richtung wie diejenige der Autoren des Postulats: die Aufhebung der Parkplätze hatte keine grösseren Probleme zur Folge.

In diesem Sinne wäre es sicher möglich, die Anzahl der Oberflächenparkplätze auf dem Bahnhofplatz zu reduzieren, solange eine geeignete Möglichkeit besteht, Reisende am Bahnhof abzusetzen. Die Aufhebung einer grossen Anzahl Parkplätze ist ausserdem zweifelsohne eine notwendige Voraussetzung für eine echte Aufwertung dieses Platzes.

Es scheint allerdings nicht sinnvoll, heute ein Projekt für eine teilweise Aufwertung des Bahnhofplatzes in Angriff zu nehmen, wenn gleichzeitig in Kürze die Lancierung eines Gesamtprojekts vorgesehen ist. Für die Neugestaltung des Bahnhofplatzes plant der Gemeinderat nämlich im Laufe des Jahres 2020 den Start eines neuen Projekts für die ganze Fläche. Es geht in einem ersten Schritt darum, eine Projektorganisation festzulegen, in der alle betroffenen Akteure ausreichend eingebunden sind. Gleichzeitig wird es darum gehen, sich mit den Grundvoraussetzungen des Projekts zu befassen, wobei von der Annahme ausgegangen wird, dass in einer Vorphase eine Analyse der in Bahnhofsnähe sicherzustellenden Nutzungen und Funktionen sowie eine Planung der Raumverteilung (nicht nur auf dem Platz, sondern auch in einem weiteren Umkreis rund um den Bahnhof) erforderlich sein wird. Die Parkplatzproblematik sowie der Zugang zum Bahnhof mit dem Auto im Allgemeinen werden in diesem Rahmen geprüft.

Angesichts der Komplexität des Standtorts sowie der vielfältigen Bedürfnisse und Nutzungen des Bahnhofplatzes, muss der Gemeinderat den Stadtrat darauf aufmerksam machen, dass die obengenannte Planung Zeit erfordern wird.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das dringliche Postulat 20190348 erheblich zu erklären.

Biel, 22. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: dringliches Postulat 20190348

Biel Bienne

20190348

Postulat

Parkplatzverluste am Bahnhof

seit Monaten müssen wir wegen der Robert Walser Sculpture auf die Kurzparkplätze am Bahnhofplatz verzichten. Noch vor kurzem schien dies ohne Verkehrschaos und unzumutbaren Verkehrsbedingungen unmöglich (wie holt man seine Grossmutter ohne Kurzparkplätze vor dem Bahnhof ab?, wie verabschiedet man seine Geliebte vor der Abreise? Etc.).

Da die Veranstaltung auf dem Bahnhofplatz ohne grössere Probleme ablief, wird der Gemeinderat gebeten zu untersuchen, ob diese Parkplätze aufgehoben werden können, zu Gunsten von Möglichkeiten, welche den Platz aufwerten würden.

Begründung des Postulats:

durch die begehbare Hirschhorn-Robert-Walser-Skulptur wurden die Kurzparkplätze während den Sommermonaten 2019 eliminiert. Der Bahnhofbetrieb geht aber auch ohne diese paar Parkplätze ungehindert weiter.

Frage an den Gemeinderat:

Ist nicht auf Grund der gemachten Erfahrungen dieses Sommers bereits heute eine Planung des Bahnhofplatzes ohne Parkierungsmöglichkeiten vorstellbar?

Denn neben 'kiss and go' Stellen, neben geordneten Fahrradabstellzonen, neben einer Aussenbestuhlung der Gastbetrieb(e), aber auch neben kostenlosen Aufenthaltsbereiche mit Bänken, Wasserspielen und Bepflanzungen, neben Abstellplätze für Taxis usw. sind genügend Nutzungen ohne parkierten Autos auf dem Bahnhofplatz vorstellbar.

Der Platz als ersten Visitenkarte Biels nach der Ankunft per öV hat mehr verdient als eine reine Parkplatzfläche zu sein!

SP-Juso-Fraktion

Urs Külling

Alfred Steinmann

Biel, ~~22.08.2019~~ 19.09.2019

Anhang Nr. 6

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der dringlichen Interpellation 20190456, Peter Bohnenblust, FDP, «Entwicklung Parkplatzbestand auf öffentlichem Grund (und Einnahmen)»

Einleitende Bemerkungen

Im vorliegend behandelten Vorstoss erkundigt sich der Interpellant über die Entwicklung des Bestands an öffentlichen Parkplätzen seit dem Jahr 2009. Der Gemeinderat geht davon aus, dass damit die von der Stadt auf öffentlich zugänglichem Grund bereit gestellten Parkplätze gemeint sind. Dabei handelt es sich mit Ausnahme derjenigen im Parking «Museen» um Oberflächenparkplätze.
Aufgrund der Umstrukturierungen innerhalb der Stadtverwaltung, die sich aus der Umsetzung des Projekts «Einheitspolizei im Kanton Bern» Ende 2008 ergeben haben, wird die Anzahl bestehender städtischer Parkplätze (gebührenpflichte und solche in der Blauen Zone) seit 2009 nicht mehr systematisch erhoben. Die sich aus dem Betrieb der Parkplätze ergebenden Einnahmen sind hingegen bekannt. Weil im Jahr 2019 ein Grossteil der städtischen Parkuhren und Ticketautomaten ersetzt worden ist, ist der Bestand an gebührenpflichtigen Parkplätzen für das genannte Jahr erhoben worden und entsprechend bekannt.

a) Auflistung für die Jahre ab 2009

Die vom Interpellanten gewünschten Zahlen können – soweit verfügbar – der nachstehenden Tabelle entnommen werden.

	Anzahl Oberflächenparkplätze auf öffentl. Grund (inkl. Blaue Zone)	Anzahl gebührenpflichtige Oberflächenparkplätze auf öffentl. Grund	Einnahmen aus Parkgebühren auf Fiskalgrund (CHF)	Einnahmen aus Parkgebühren auf öffentl. Grund (CHF)	Gesamtertrag aus Parkgebühren inkl. alternative Bezahlsysteme (CHF)
2008	9'218	3'270	1'067'967.00	3'012'283.00	4'157'411.00
2009	Nicht erhoben	Nicht erhoben	911'655.00	2'958'345.00	4'054'865.00
2010	"	"	898'596.00	3'059'871.00	4'018'382.00
2011	"	"	928'817.00	3'206'696.00	4'263'622.00
2012	"	"	1'006'087.00	3'172'938.00	4'198'364.00
2013	"	"	975'667.00	3'072'015.00	4'047'682.00
2014	"	"	993'934.00	3'275'048.00	4'285'383.00
2015	"	"	975'854.00	3'186'158.00	4'162'012.00
2016	"	"	1'020'209.00	3'129'541.00	4'230'607.00
2017	"	"	1'115'888.00	3'280'862.00	4'396'750.00
2018	"	"	1'129'638.00	3'153'362.00	4'283'000.00
2019	"	3'005	1'106'913.00	3'110'500.00	4'217'430.00

b) Ergänzende Anmerkungen

Der Gemeinderat ruft im Zusammenhang mit der Frage der Entwicklung der Anzahl öffentlich zugänglicher Parkplätze in der Bieler Innenstadt und im Hinblick auf die vom Interpellanten erwähnte sachliche Diskussion zu dieser Thematik ergänzend folgende Ereignisse der letzten 10 Jahre in Erinnerung:

Jahr	Ereignis	Zusätzlich erstellte öffentlich zugängliche Parkplätze	Aufgehobene öffentlich zugängliche Oberflächenparkplätze	Saldo
2009	Eröffnung Manor-Parking	205	99	+106
2011	Eröffnung Altstadtparking	265	166	+99

2012	Erstellung von zusätzlichen Parkplätzen im Altstadtparking	19	0	+19
2012	Schliessung des Neumarktparkplatzes	0	89	-89
2015	Eröffnung Kongresshau-Parking	500	444	+56
Total		**989**	**798**	**+191-89**

Insgesamt ergibt sich aus den oben dargestellten Ereignissen für die Innenstadt trotz der Aufhebung von annähernd 800 Oberflächenparkplätzen ein positiver Saldo von 191 zur Verfügung stehenden Parkplätzen. Eine weitere Reduktion von öffentlichen Oberflächenparkplätzen in der Innenstadt ist in den vergangenen 10 Jahren aufgrund der Realisierung einzelner, punktueller Verkehrsmassnahmen erfolgt. Die Anzahl hierdurch aufgehobener Parkplätze beträgt nach Schätzungen der verantwortlichen Stellen deutlich weniger als 100.

In diesen Darstellungen nicht eingerechnet sind zudem die öffentlich zugänglichen Parkplätze auf privatem Grund, wie es sie insbesondere im Bahnhofsgebiet in erheblicher Anzahl gibt (z.B. Coop) bzw. wie sie in den letzten Jahren zusätzlich geschaffen wurden (z.B. Aldi).

In Bezug auf die Parkplatzsituation auf dem gesamten Stadtgebiet und die Entwicklung der diesbezüglichen Einnahmen weist der Gemeinderat ergänzend darauf hin, dass

- im Juli 2011 die Gebühren für die Nutzung der Parkplätze auf öffentlichem Grund um 10% erhöht worden sind;
- mit Eröffnung der Tissot-Arena im Jahr 2015 und im Nachgang dazu im Bözingenfeld rund 1'200 zusätzliche öffentlich zugängliche gebührenpflichtige Parkplätze und solche in der Blauen Zone geschaffen worden sind;
- im Jahr 2017 die Einführung der Bewirtschaftung der Parkplätze im Bözingenfeld (Gebührenpflicht und Blaue Zone) erfolgt ist, mittels welcher das Projekt der flächendeckenden Bewirtschaftung sämtlicher Oberflächenparkplätze der öffentlichen Hand auf Stadtgebiet abgeschlossen werden konnte.

Biel, 5.2.2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage(n)
- Dringliche Interpellation 20190456

INTERPELLATION - dringlich

20190456

Entwicklung Parkplatzbestand auf öffentlichem Grund (und Einnahmen)

Der Bestand der öffentlichen Parkplätze, bzw. deren Abbau hat schon wiederholt zu reden gegeben. Leider fehlen dazu konkrete Zahlen, nachdem diese nur bis und mit Geschäftsbericht 2008 unter „Parkplätze/Einnahmen" jeweils öffentlich gemacht wurden.
Um für eine diesbezügliche sachliche Diskussion eine Grundlage zu haben, wird eine

a) Auflistung für die Jahre ab 2009 (bis 2018, bzw. ev. 2019) verlangt, dies analog der früher gelieferten Angaben:

	Parkplätze auf öffentl. Grund	Gebührenpflichte Parkplätze	Einnahmen Fiskalgrund	Einnahmen Öff. Grund	Gesamtertrag (inkl. CashSystem)
2000	9'418	3'159	1'507'157	2'889'093	4'396'250
2005	9'176	3'108	1'773'436	2'680'314	4'537'739
2008	9'218	3'270	1'067'967	3'012'283	4'157'411
2009 ff.	???	???	?	?	???

b) Ev. Ergänzungen/Bemerkungen betr. Veränderungen

Biel/Bienne, den 19. Dezember 2019

Peter Bohnenblust, FDP.Die Liberalen

Anhang Nr. 7

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des Postulates 20190347, Urs Külling und Alfred Steinmann, Fraktion SP/JUSO, «Rechtsabbieger am Neumark»

Die Postulanten verlangen vom Gemeinderat auf die Beibehaltung der Rechtsabbiegespur in die Freiestrasse zurückzukommen und die Umgestaltung des Neumarktplatzes erneut zu lancieren, damit dieser attraktiver wird.

Nachdem die Neugestaltung des Neumarktplatzes, welche die Aufhebung des Rechtsabbiegers an der Lichtsignalanlage der Kreuzung zur Nordachse beinhaltet hätte, an der Gemeindeabstimmung von 28. Februar 2016 abgelehnt worden war, erachteten sowohl der Gemeinderat wie der Stadtrat eine Sanierung der Neumarkstrasse aufgrund des Strassenzustands sowie der Aufteilung des Strassenraums als notwendig. Der Stadtrat genehmigte am 27. Juni 2018 das Projekt «Neumarktstrasse (Kanalgasse-General-Dufour-Strasse) Sanierung und Neukonzeption Strassenraum/Verpflichtungskredit» sowie die Beibehaltung des Rechtsabbiegers. Das Projekt wurde inzwischen umgesetzt.

Die Gestaltung des Neumarktplatzes bleibt jedoch für den Gemeinderat weiterhin unbefriedigend und sein städtisches Potenzial zwischen der Altstadt und der Stadtbibliothek oder zwischen dem Wohnquartier «Bubenberg» und des Stadtzentrums wird zu wenig genutzt. Im Rahmen der Planung zur Umgestaltung des Platzes wird die Verkehrssituation erneut geprüft, um den zur Verfügung stehenden Platz für die Aufwertung des Quartiers zu nutzen. Da derzeit für dieses Projekt noch keine Finanzierung sichergestellt ist, bleibt der Realisierungszeitpunkt unsicher.

Die temporäre Verkehrslenkung (Einbahn Richtung Süden) während der Sanierungsarbeiten der Neumarkstrasse hatte effektiv keine grösseren Beeinträchtigungen zur Folge. Die Neumarkstrasse ist jedoch für die Automobilisten im Stadtzentrum die Hauptverkehrsachse Nord-Süd (siehe Mobilitätsstrategie). Eine Aufhebung der Rechtsabbiegespur darf deshalb weder den Abfluss des Verkehrs behindern noch eine Verlagerung auf Nebenstrassen verursachen.

Der Gemeinderat beantragt daher dem Stadtrat, das Postulat 20190347 erheblich zu erklären.

Biel, 22. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: Postulat 20190347

Biel Bienne

20190347

SP JUSO JS

Postulat

Rechtsabbieger am Neumarkt

seit Monaten müssen ist die Neumarktstrasse im Bereich des Neumarktplatzes wegen der Sanierungsarbeiten nur beschränkt befahrbar, rechts Abbiegen war die ganze Zeit nicht möglich.

Noch vor kurzem schien dies ohne Verkehrschaos und unzumutbaren Verkehrsbedingungen (Staus, etc.) unmöglich. (siehe Abstimmungsparolen der Gegner des Projektes 'Neugestaltung Neumarktplatz'.)

Deshalb wird der Gemeinderat ersucht, die Situation neu zu beurteilen und den Raum Neumarktplatz attraktiver zu gestalten.

Begründung des Postulats:

Nach der kläglich verlorenen Abstimmung um die Sanierung und Neugestaltung des Neumarktplatzes wird gegenwärtig - und nota bene nun nur mit unseren Steuergelder - (im Falle der Neugestaltung wäre der Hauptteil der Kosten ja vom Bund übernommen worden), der Strassenabschnitt in diesem Gebiet saniert. Der Platz wird dabei als verwahrloste Steinwüste belassen, der Rechtsabbieger wiederum eingeführt.

Frage an den Gemeinderat

Wieso nicht die Gunst der Moments ausnützen und den Zustand des gesamten Raumes verbessern?, d.h. auf den Verzicht des Rechtabbiegers zurückkommen? Denn der zeitlich beschränkte Wegfall des Rechtsabbiegers hat bewiesen, dass es ja auch so funktioniert, ohne Verkehrskollaps, ohne Mehrverkehr am Kreisel der Mühlebrücke oder im Bözingenquartier.

Eine Aufwertung auch dieses wichtigen innerstädtischen Raumes hätte es verdient!

SP-Juso-Fraktion

Urs Külling

Alfred Steinmann

Biel, ~~22.08.2019~~ 19.09.2019

Anhang Nr. 8

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20190346, Titus Sprenger, Passerelle, Pascal Bord, PRR, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Peter Heiniger, PdA, «Publikation amtlicher Bekanntmachungen in digitaler und erweiterter Form»

Mit dem Postulat wird der Gemeinderat gebeten, amtliche Publikationen der städtischen Organe, einschliesslich der heute in der Regel nur in Papierform aufgelegten Unterlagen, auf der Website der Stadt Biel zu prüfen.
Zur Begründung führen sie an, dass in vielen Fällen nur die amtlichen Publikationen, nicht aber die zugehörigen Unterlagen wie Gesuche oder Pläne etc. digital publiziert würden, was Interessierte zwinge, sich während der Bürozeiten zu den jeweiligen Amtsstellen zu begeben. Im Rahmen des Aufbaus der neuen Website sei der ideale Zeitpunkt gekommen, künftig nicht nur den amtlichen Anzeiger elektronisch auf den Seiten der Stadt Biel zu publizieren (statt bei Gassmann Media), sondern auch die bisher nur physisch aufgelegenen Unterlagen.

Der neue Internetauftritt der Stadtverwaltung ist seit Anfang November 2019 in Betrieb. Sämtliche Verwaltungseinheiten haben ihre Inhalte überprüft, aktualisiert und ergänzt, und es wurden zahlreiche neue Links und Nutzungsoptionen integriert. Das neue CMS erlaubt es insbesondere, auf der Website Newsbeiträge zu erfassen und daraus automatisch Newsletter zu generieren, die von allen Interessierten abonniert werden können. Dieses System kann für die amtlichen Publikationen genutzt werden.

Konkret wurde zum Zeitpunkt der Genehmigung der vorliegenden Beantwortung durch den Gemeinderat ein System umgesetzt, dank dem die amtlichen Publikationen wöchentlich auf die Website aufgeschaltet werden können, welche anschliessend automatisch einen Newsletter generiert, der per E-Mail an alle Personen gesendet wird, die diesen Service abonnieren. Dank diesem System müssen Bürgerinnen und Bürger nicht mehr aktiv nach den Informationen suchen, sondern erhalten diese direkt zugestellt. Dies ist zweifelsohne eine Verbesserung des Service Public. Bei der Publikation auf dem Internet ist es ausserdem möglich, spezifische Dokumente damit zu verlinken, unter der Voraussetzung, dass diese öffentlich und bereits online verfügbar sind.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat 20190346 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 22. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Erich Fehr

Der Vize-Stadtschreiber:

Julien Steiner

Beilage:
Überparteiliches Postulat 20190346

Biel Bienne

20190346

Überparteiliches Postulat

Publikation amtlicher Bekanntmachungen in digitaler und erweiterter Form

Der Gemeinderat wird gebeten, die Publikation amtlicher Bekanntmachungen der städtischen Organe, einschliesslich der heute in der Regel nur in Papierform aufgelegten Unterlagen, auf der Website der Stadt zu prüfen.

Begründung

Die reine Papierform des Amtlichen Anzeigers entspricht schon lange nicht mehr dem weit verbreiteten elektronischen Medienkonsum. Daher lässt das Gemeindegesetz eine zusätzliche elektronische Herausgabe zu, wobei die gedruckte Form massgebend sei (Art. 49d Abs. 2 GG).

Eine elektronische Publikation bringt für die Bevölkerung jedoch keinen Mehrwert, wenn sie inhaltlich identisch ist. In vielen Fällen wird nämlich nur ein Aufruf publiziert, nicht aber die damit verbundenen Unterlagen von öffentlichen Auflagen, Baugesuchen, Richtplänen usw.

Letztere werden weiterhin ausschliesslich in Papierform bereitgestellt, was den Besuch einer Amtsstelle während den beschränkten Öffnungszeiten erfordert. Eine Mitnahme der teilweise umfangreichen Unterlagen für ein intensiveres Studium zu einem späteren Zeitpunkt zuhause oder im Büro ist nicht möglich und Kopien der Unterlagen werden nur gegen Entgelt abgegeben. Darüber hinaus ist nicht sichergestellt, dass die Unterlagen immer vollständig aufliegen oder ob nicht doch gewisse Dokumente zwischenzeitlich mitgenommen wurden.

Die Stadt Biel ist zurzeit am Aufbau einer neuen Website. Damit bietet sich eine ideale Gelegenheit, nicht nur den Amtlichen Anzeiger elektronisch auf den Seiten der Stadt Biel zu publizieren (statt bei Gassmann Media), sondern zusätzlich auch noch jene Unterlagen, die bisher nur physisch aufgelegt wurden und in aller Regel wohl auch ursprünglich in elektronischer Form erstellt wurden. Auf diese Weise könnten interessierte Kreise zeitlich und örtlich uneingeschränkt auf diese Unterlagen vollständig zugreifen. Für Personen, die aus familiären oder beruflichen Gründen nicht so einfach eine Amtsstelle aufsuchen können, wäre ein solches Online-Angebot eine enorme Erleichterung.

Biel/Bienne, 19. September 2019

Titus Sprenger, Passerelle

Pascal Bord, PBR

Ruth Tennenbaum, Passerelle

Peter Heiniger, PdA

Anhang Nr. 9

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

au postulat 20190379, Pierre Ogi, PSR, «Eisplanade»

L'intervenant demande au Conseil municipal de renouveler le soutien de la Ville à la patinoire mobile sur l'Esplanade dans la perspective d'une nouvelle édition éventuelle (saison d'hiver 2020/21).

Comme le Conseil municipal l'a déjà indiqué dans sa réponse au postulat interpartis urgent 20190374, Dana Augsburger-Brom, SP, Reto Gugger, PBD, Peter Heiniger, POP, «Welcome to Paradice!», il examinerait une éventuelle demande concernant une possible nouvelle édition de l'événement sur l'Esplanade en 2020/2021 après avoir évalué la saison d'hiver 2019/2020 et discuté avec les organisateurs et organisatrices des conditions-cadre dont il faudrait tenir compte. Les précédentes éditions (dont la première lors de la saison d'hiver 2017/18) ont eu lieu jusqu'ici sans accrocs avec le soutien financier de la Ville.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat 20190379 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 29 janvier 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire:

Erich Fehr

La chancelière municipale:

Barbara Labbé

Annexe: postulat 20190379

Biel Bienne

Motion ~~Postulat~~ 2019 0379

Eisplanade

L'hiver dernier, on estime à 70'000 le nombre de patineurs et à 50'000 le nombre de visiteurs de l'Eisplanade. Un véritable succès qui permet à la jeunesse et aux amateurs de patinage d'exercer leur sport à l'air libre.
Toute la presse suisse a parlé positivement de cette attraction.
Pour diverses raisons, principalement financières, il n'y aura pas d'Eisplanade pendant l'hiver 2019/2020, ce qui est plus que regrettable. Une telle carte de visite positive pour Bienne ne peut se perdre.

Aussi, je demande au Conseil municipal de s'approcher des organisateurs, de libérer les subventions nécessaires pour que, pendant l'hiver 2020/2021, la population puisse à nouveau s'en donner à cœur joie sur cette belle place de la ville.

Bienne, le 23 octobre 2019

Pierre Ogi, PSR

Anhang Nr. 10

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des dringlichen Postulates 20190453, Levin Koller, JUSO, Miro Meyer, JUSO, «Hat die Projektgesellschaft die Forderung des Bieler Stadtrates umgesetzt?»

Mit dem dringlichen Postulat 20190453 wird der Gemeinderat gebeten, dem Stadtrat diverse Fragen im Zusammenhang im Rahmen des Projekts Agglolac zu beantworten. Der Stadtrat habe durch die Annahme der Motion 20170082 entschieden, dass das Land im Agglolac-Perimeter im Besitz der Stadt Biel nur im Baurecht an allfällige Investoren abgegeben werden dürfe. Nun habe die Projektgesellschaft ein Projekt ausgearbeitet und es stellten sich somit diverse Fragen.

Der Gemeinderat kann zu den Fragen der Postulanten betreffend die bebaubaren Parzellen wie folgt Stellung nehmen:

1. **Welche Landparzellen im Agglolac-Perimeter gehören der Stadt Biel?**
   Ein Übersichtsplan mit den Parzellen im Eigentum der Stadt Biel findet sich in der Beilage. Des Weiteren findet sich auf dem Plan das mittels Umrandung markierte Terrain des zukünftigen Gemeindeverbands (nach Veräusserung der Teilstücke).

2. **Welche Landparzellen im Agglolac-Perimeter im Besitz der Stadt Biel sollen nach dem aktuellen Vorschlag im Baurecht abgegeben werden?**
   Die im Jahr 2013 von den Stadträten Biel und Nidau genehmigte Grundsatzvereinbarung sieht vor, dass die Städte Biel und Nidau ihre bebaubaren Grundstücke im Perimeter Agglolac an den Investor verkaufen. Dieses Modell wurde nun durch die Projektgesellschaft aufgrund der Motion 20170082 angepasst. Vor dem Verkauf und der Abgabe im Baurecht werden alle Grundstücke von Biel und Nidau in einen gemeinsamen Gemeindeverband eingebracht. Nach Zuweisung der Grundstücke in den Gemeindeverband (Biel und Nidau) werden jene bebaubaren Grundstücke mit rund 40% der möglichen Ausnutzung an den Investor verkauft und jene bebaubaren Grundstücke mit rund 60% möglicher Ausnutzung im Baurecht abgegeben. Bezüglich der heute im Eigentum der Stadt Biel liegenden Parzellen führt dieses Modell dazu, dass diese Parzellen einerseits einer öffentlichen Nutzung zugeführt und andererseits grundsätzlich im Baurecht abgegeben werden sollen. Dabei wird ein kleiner Teil (der für Baurechte vorgesehenen Parzelle) einer aktuell im Eigentum der Stadt Biel befindlichen Parzelle abparzelliert und dem Verkauf zugeführt. Dem Gemeindeverband wird auch der Perimeter „Schlossmatte" zugeführt (und sodann im Baurecht abgegeben), welcher sich aktuell im Eigentum von Nidau befindet. Das Eigentum an den Grundstücken geht somit an den Gemeindeverband über, welcher von den Städten Nidau und Biel gebildet wird. Die beiden Städte behalten jedoch via Gemeindeverband weiterhin die Verfügungsmacht über die fraglichen Grundstücke.

3. **Welche Landparzellen im Agglolac-Perimeter im Besitz der Stadt Biel sollen nach dem aktuellen Vorschlag an Mobimo verkauft werden?**
   Abgesehen von einem kleinen Teilstück einer heute im Bieler Eigentum befindlichen Parzelle werden keine Terrains im heutigen Besitz der Stadt Biel an Mobimo verkauft.

4. **Welche genaue Nutzung sieht die Projektgesellschaft nach dem aktuellen Vorschlag für die im Besitz der Stadt Biel verbleibenden Landparzellen gemäss Frage und Antwort Nr. 2 vor?**

Wie bereits unter Frage 2 ausgeführt, werden die heute im Eigentum der Stadt Biel befindlichen Parzellen grundsätzlich entweder einer öffentlichen Nutzung (Grüngürtel) zugeführt oder dem Investor im Baurecht übergeben. Das voranstehend erläuterte Modell des Gemeindeverbands führt dazu, dass die besagten Grundstücke in einem ersten Schritt dem Gemeindeverband zugeführt werden und in einem zweiten Schritt vom Gemeindeverband im Baurecht abgegeben werden. Die Investorin wird auf den im Baurecht abzugebenden Grundstücken die Erstellung von Wohn- und Gewerbebauten vorsehen. Entsprechend diesem Modell werden ausser den Strandbädern keine Grundstücke im alleinigen Eigentum der Stadt Biel verbleiben; Nidau wird ebenfalls das Eigentum an deren Strandbad-Parzelle behalten.

5. **Ist der Gemeinderat aufgrund der Antworten 1-3 der Ansicht, dass die Forderung der Motion 20170082 nach der ausschliesslichen Abgabe des Baulandes der Stadt Biel im Baurecht von der Projektgesellschaft umgesetzt wurde? Falls nein, erachtet der Gemeinderat die mediale Information dahingehend, als dass die Motion erfüllt wurde, als korrekt?**
   Trotz der erwähnen Abparzellierung erachtet der Gemeinderat die Motion 20170082 inhaltlich als erfüllt.

6. **Welchem rechtlichen Organ würden die verschiedenen Landparzellen, die verkauft/im Baurecht abgegeben werden sollen, gehören, wenn das vorliegende Projekt von den Stimmberechtigen in Biel und Nidau angenommen würde?**
   Den Stimmberechtigten beider Städte wird u.a. die Gründung eines Gemeindeverbandes unter Zuweisung der Grundstücke an den Gemeindeverband zur Abstimmung unterbreitet. Das Eigentum an den Grundstücken geht somit an den Gemeindeverband über, welcher von den Städten Nidau und Biel gebildet wird. Die beiden Städte behalten jedoch via Gemeindeverband weiterhin die Verfügungsmacht über die fraglichen Grundstücke, welche nicht verkauft werden.

7. **Wie stellt der Gemeinderat, bei einer Annahme des Projektes gemäss Frage 6, die volle Entscheid-Befugnis der Bieler Bevölkerung, als Grundeigentümerin, über die Landparzellen zukünftig und auf unbestimmte Zeit sicher?**
   Der Gemeindeverband – als Eigentümer der Grundstücke - wird die fraglichen Parzellen – im Sinne der gutgeheissenen Abstimmungsvorlage - als Baurechtsgeber im Baurecht abgeben. Mit Ablauf des Baurechts wird sich die Stimmbevölkerung der Städte Biel und Nidau zur Zukunft der Grundstücke äussern können.

8. **Würde bei einer Annahme des Projektes gemäss Frage 6 die Stadt Biel, als Land-Eigentümerin gegenüber der Stadt Nidau steuerpflichtig werden? Welche Höhe (genauer Frankenbetrag) werden diese Steuereinnahmen betragen?**
   Mit der Variante des Gemeindeverbandes wird keine Steuerpflicht für die Stadt Biel ausgelöst.

Die mit vorliegendem Vorstoss aufgeworfenen Fragen verlangen vom Gemeinderat Auskunft über eine bestimmte Angelegenheit, weshalb der Vorstoss gemäss Art. 44 Abs. 1 der Geschäftsordnung des Stadtrates von Biel (SGR 151.21) in Form einer Interpellation hätte eingereicht werden müssen. Aufgrund dieses Umstandes und mit Blick auf die Beantwortung der Fragen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das dringliche Postulat 20190453 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 5. Februar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilagen:

- dringliches Postulat 20190453 (Anhang 1)
- Plan (Anhang 2)

20190453

Dringliches Postulat

JUSO | JS JUSO JS Bielingue

Hat die Projektgesellschaft die Forderung des Bieler Stadtrates umgesetzt?

Im Jahr 2017 hat der Bieler Stadtrat durch die Annahme der Motion 20170082 entschieden, dass das Land im Agglolac-Perimeter im Besitz der Stadt Biel nur im Baurecht an allfällige Investoren abgegeben werden darf. Nun hat die Projektgesellschaft ein Projekt ausgearbeitet. Der Gemeinderat wird gebeten folgende Fragen im Rahmen des Berichtes zu Agglolac zu beantworten.

1. Welche Landparzellen im Agglolac-Perimeter gehören der Stadt Biel? (Bitte mit Karte)
2. Welche Landparzellen im Agglolac-Perimeter im Besitz der Stadt Biel sollen nach dem aktuellen Vorschlag im Baurecht abgegeben werden?
3. Welche Landparzellen im Agglolac-Perimeter im Besitz der Stadt Biel sollen nach dem aktuellen Vorschlag an Mobimo verkauft werden?
4. Welche genaue Nutzung sieht die Projektgesellschaft nach dem aktuellen Vorschlag für die im Besitz der Stadt Biel verbleibenden Landparzellen gemäss Frage und Antwort Nr. 2 vor?
5. Ist der Gemeinderat aufgrund der Antworten 1-3 der Ansicht, dass die Forderung der Motion 20170082 nach einer ausschliesslichen Abgabe des Baulandes der Stadt Biel im Baurecht von der Projektgesellschaft umgesetzt wurde? Falls nein, erachtet der Gemeinderat die medialen Informationen dahingehend, als dass die Motion erfüllt wurde, als korrekt?
6. Welchem rechtlichen Organ würden die verschiedenen Landparzellen, die verkauft/im Baurecht abgegeben werden sollen, gehören, wenn das vorliegende Projekt von den Stimmberechtigten in Biel und Nidau angenommen würde?
7. Wie stellt der Gemeinderat, bei einer Annahme des Projektes gemäss Frage 6, die volle Entscheid-Befugnis der Bieler Bevölkerung, als GrundeigentümerIn, über die Landparzellen zukünftig und auf unbestimmte Zeit sicher?
8. Würde bei einer Annahme des Projektes gemäss Frage 6 die Stadt Biel, als Land-Eigentümerin gegenüber der Stadt Nidau steuerpflichtig werden? Welche Höhe (genauer Frankenbetrag) werden diese Steuerabgaben betragen?

Biel/Bienne, 18.12.2019

Levin Koller (JUSO) Miro Meyer (JUSO)

Parzellen neu_28.01.2020

Zuordnung Grundstücke

Flächenzusammenstellung

Baurecht Nidau	40.1	10'002m²
	1194.1	392m²
	397.1	70m²
	Total	**10'464m²**
Gemeindeverband Nidau	20.1	30'202m²
	1147	5'742m²
	1230	927m²
	1325	1'332m²
	525	1'303m²
	1193	1'504m²
	17	6'138m²
	1268	309m²
	40	519m²
	299	1'952m²
	Total	**49'928m²**
Verkauf Nidau	1252	1'945m²
	525.1	7'662m²
	17.1	197m²
	Total	**9'804m²**
Baurecht Biel	483.1	6'055m²
	500.1	1'377m²
	897.2	5'489m²
	139.2	11'775m²
	Total	**24'696m²**
Gemeindeverband Biel	371	8'566m²
	1231	2'543m²
	475	909m²
	1228	2'052m²
	390	9'417m²
	1253	6'667m²
	1254	896m²
	1259	997m²
	897	6'996m²
	360.1	936m²
	360.2	1'403m²
	483	3'639m²
	500	1'335m²
	139.3	307m²
	Total	**46'663m²**
Verkauf Biel	897.1	1'906m²
	139.1	4'295m²
	390.1	194m²
	390.2	545m²
	371.1	1'575m²
	Total	**8'515m²**
Gesamtflächen		**150'070m²**

(Grundstücke, Bodenparzelle, Kaufrechte der Gemeinden Nidau und Biel)

bauzeit architekten

Plan-nr.: 418_022_01
Titel: Übersicht - Grundstückzuordnung
Mst: 1:2500

AGGLOlac

Anhang Nr. 11

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der dringlichen überparteilichen Interpellation 20190454, Urs Scheuss, Grüne, Dana Augsburger-Brom, SP, Levin Koller, JUSO, «AggloLac: Wie stellt der Gemeinderat eine faire Abstimmungskampagne sicher?»

Die Interpellanten stellen dem Gemeinderat im Hinblick eine mögliche Abstimmung zu AggloLac vier Fragen, die der Gemeinderat wie folgt beantwortet:

1. *Ist dem Gemeinderat bekannt, in welchem finanziellen Umfang Mobimo sich in der Abstimmungskampagne engagieren wird?*

   a. wenn ja: Um welchen Betrag handelt es sich?
   b. Wenn nein: Wird der Gemeinderat von Mobimo verlangen, dass sie ihre Kampagnenfinanzierung offenlegt?

   a) Dem Gemeinderat ist nicht bekannt, in welchem Ausmass sich Mobimo finanziell an einer Abstimmungskampagne engagieren würde.
   b) Er kann von der Fa. Mobimo nicht verlangen, dass sie ihr finanzielles Engagement offenlegt. Es gibt keine Rechtsgrundlage, die ihm die Möglichkeit einer solchen Intervention geben würde.

2. *Wie stellt der Gemeinderat angesichts des finanziellen Ungleichgewichts der Pro- und Kontra-Akteure eine ausgewogene Abstimmungskampagne für die freie Meinungsbildung der Bevölkerung sicher?*

   Ob ein finanzielles Ungleichgewicht zwischen Befürwortern und Gegnern tatsächlich bestehen wird, muss an dieser Stelle offengelassen werden. Der Gemeinderat ist jedoch überzeugt, dass die freie Meinungsbildung angesichts vielfältiger Möglichkeiten aller Akteure gewährleistet ist und sich nicht allein daran bemisst, wie hoch die finanziellen Mittel sind, die bereitgestellt werden können[i].

3. *Welche rechtlichen Grundlagen stehen dem Gemeinderat für die Transparenz von Abstimmungskampagnen zur Verfügung?*

   Art. 34 der Schweizerischen Bundesverfassung garantiert die freie Willensbildung und unverfälschte Stimmabgabe. Daraus ergibt sich, dass die Behörden sich im Rahmen von Abstimmungskampagnen, namentlich solchen «in eigener Sache», Zurückhaltung aufzuerlegen und sich bei ihrer Information an die Grundsätze der Sachlichkeit, der Objektivität, Vollständigkeit und Transparenz zu halten haben. Private, die nicht selbst unmittelbar eine öffentliche Aufgabe im Auftrag des betroffenen Gemeinwesens wahrnehmen, sind hingegen nicht an diese Grundsätze gebunden. Es bestehen keine rechtlichen Grundlagen, die es dem Gemeinderat erlauben würde, auf die Kampagnen privater Organisationen oder Unternehmen Einfluss zu nehmen.

4. *Ist der Gemeinderat bereit, bei der AggloLac-Projektpartnerin Mobimo zu intervenieren, damit sie sich aus der Abstimmungskampagne zurückzieht?*

   Kampagnen von Befürwortern und Gegnern einer konkreten Vorlage gehören zu einer lebendigen demokratischen Auseinandersetzung. Es ist nicht Sache einer Behörde, bei Privaten zu intervenieren und von ihnen zu verlangen, dass sie auf eine Kampagne verzichten. Gegner wie Befürworter des Projekts AggloLac sind vielmehr gleichermassen legitimiert, für ihre Argumente einzustehen und hierzu finanzielle Mittel bereitzustellen.

Biel, 5. Februar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:

Barbara Labbé

Beilage(n)
- Dringliche überparteiliche Interpellation 20190454

[i] Vgl. hierzu ausführlich: Barbara Günthard-Maier, Politische Kommunikation, Verlag Huber, 2011

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20190454

Termin GR / Délai CM: _____

Direktion / Direction: _____

Mitbericht / Corapport: _____

Dringliche überparteiliche Interpellation

AGGLOlac: Wie stellt der Gemeinderat eine faire Abstimmungskampagne sicher?

Voraussichtlich am 28. Juni wird in den Städten Biel und Nidau über AGGLOlac abgestimmt. Bereits haben die Vorkampagnen für ein Ja oder ein Nein begonnen. Direkt daran beteiligt ist gemäss Medienberichten[1] auch die private Investorin und Projektpartnerin Mobimo im Rahmen der „Community fascination AGGLOlac". Damit ist ein finanzstarker Akteur mit grossem Eigeninteresse in die Abstimmungskampagne involviert.

Der Gemeinderat wird gebeten, die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Ist dem Gemeinderat bekannt, in welchem finanziellen Umfang Mobimo sich in der Abstimmungskampagne engagieren wird?
    a. Wenn ja: Um welchen Betrag handelt es sich?
    b. Wenn nein: Wird der Gemeinderat von Mobimo verlangen, dass sie ihre Kampagnenfinanzierung offen legt?
2. Wie stellt der Gemeinderat angesichts des finanziellen Ungleichgewichts der Pro- und Kontra-Akteure eine ausgewogene Abstimmungskampagne für die freie Meinungsbildung der Bevölkerung sicher?
3. Welche rechtlichen Grundlagen stehen dem Gemeinderat für die Transparenz von Abstimmungskampagnen zur Verfügung?
4. Ist der Gemeinderat bereit, bei der AGGLOlac-Projektpartnerin Mobimo zu intervenieren, damit sie sich aus der Abstimmungskampagne zurückzieht?

Biel/Bienne, 18.12.2019

Urs Scheuss, Grüne / Les Verts

Dana Augsburger-Brom, EINFACH LIBRES!

Levin Koller, SP/Juso

[1] Bieler Tagblatt vom 8.Okotober 2019, Seite 3

Anhang Nr. 12

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

à l'interpellation 20190386, Pierre Ogi, Groupe PSR, «Une plage publique pour le public (2)»

L'intervenant pose 14 questions en relation avec diverses activités qui se sont déroulées à l'été 2019 sur le site de la plage de Bienne. Le Conseil municipal est en mesure aujourd'hui d'y répondre ci-après, mais tient à souligner tout d'abord que l'exploitante de la plage est la CTS S.A. Dans le cadre du Règlement d'exploitation et de baignade de la Plage de Bienne et de la Convention sur une couverture des déficits conclue entre la Ville de Bienne et la CTS S.A. (en vigueur depuis le 1er janvier 2018), cette dernière est pleinement responsable du domaine opérationnel. Le Conseil municipal se tient en retrait de ce domaine et se réserve le droit d'intervenir uniquement si les consignes d'ordre stratégique venaient à être violées. Il tient aussi à souligner que Bienne doit assumer son rôle en tant que destination prisée et centrale pour des meetings, congrès et événements. Cet objectif touristique important est soutenu par la commercialisation ponctuelle du site de la plage, mais il est juste qu'en majeure partie, la fonction d'établissement de bains non restrictive de la plage doit constituer la norme.

1. *Quelles sont les raisons qui ont poussé la CTS ces dernières années à repousser d'une semaine l'ouverture de la plage au mois de mai et à avancer d'une semaine la fermeture saisonnière ?*

L'ouverture de la plage de Bienne en 2019 a eu lieu comme à l'accoutumée le week-end de la fête des mères, soit en l'état les 11 et 12 mai, comme c'est d'ailleurs le cas presque exclusivement ce week-end-là pour tous les sites de baignade de l'espace Bienne/Seeland. Étant donné que l'ouverture est axée sur le week-end de la fête des mères, la date peut varier légèrement par nature d'année en année.
Comme cela a été le cas au moins durant les dix dernières années, la plage a fermé en 2019 une semaine avant le Jeûne fédéral, du fait que depuis 2010, la Foire de Bienne jusqu'à sa dernière édition avait lieu sur le périmètre de la plage.

2. *À qui – entreprises, organisations ou particuliers – la plage a-t-elle été louée ?*
3. *Où sont domiciliés ces entreprises, particuliers ou organisations ?*
4. *Pendant combien de jours, montage, démontage et remise en état compris suite aux manifestations, la plage a-t-elle été privatisée ?*

On peut répondre comme suit sous forme de tableau aux questions 2 à 4 (pour les zones inscrites dans la colonne de droite, se reporter à l'annexe aussi en ligne sur le site internet de la CTS S.A.:
https://www.ctsbiel-bienne.ch/fileadmin/documents/ctsbiel-bienne.ch/PDF/CTS_Events/19_cts_fachsheet_strandbad.pdf):

2019	Locataire	Montage	Événement	Démontage	Zone /Observation
15.-17.5.	Bien-Air Dental, Bienne	1 jour	1 jour	1 jour	4b | Plage fermée en fonction de la météo
29.6.	Das Team, Filiale Bienne		0,5 jour		4b
15.7.-8.8.	Eventra GmbH Bienne, Lakelive	Zones 5-6 (8 jours) / zones 4a-4b (2 jours)	9 jours	4 jours	Ensemble du site, montage et démontage tenant compte de la baignade

27.8.-11.9.	BBQ Village, Berne	3 jours	9 jours	3 jours	Zone 5 – aucun impact sur la baignade
29.8.-1.9.	Post AG, Berne	1 jour	1 jour	2 jours	Zone 4b
6.9.19	MPS, Bienne		1 jour		Zone 6 – aucun impact sur la baignade
18.9.-23.9.	Mittelalterfest Calatius, Laupen	3 jours	3 jours	1 jour	Toutes les zones, fin de la saison de baignade

5. *Pourquoi Lakelive n'a pas lieu à la plage de Nidau ?*

En raison d'expériences et d'événements divers par le passé (p. ex. Expo.02, Fête fédérale de gymnastique, triologie de beachvolleyball, «Big Bang», etc.), on a toujours constaté que le cœur de la baie du lac était approprié pour de tels événements, alors que la plage de Nidau est décentralisée et coupée du secteur en question par la forêt, ce qui est objectivement moins adéquat pour des activités de ce type.

6. *La CTS peut-elle citer des exemples d'autres plages publiques qui sont, année après année, en partie privatisées pendant la saison d'été ?*

Une enquête correspondante a fourni l'aperçu suivant:

- Openair Cinema, piscine du parc, Lyss
- Openair Kino, plage de Buochs
- Openair Cinema, plage de Klosters
- Openair Lakeside, plage de Spiez
- Concerts, lectures, projection de films, Seebad Enge, Zurich
- Vollmond Dinner, plage de l'Aar, Soleure
- Sommerliebe Openair, piscine, Ostermundigen
- Kanderopenair, piscine à ciel ouvert, Frutigen
- Rock am Pool, piscine de Nau (Laufon)
- Lakejump, plage de Gunten sur le lac de Thoune
- Wake n Jam, plage de Morat

7. *La CTS pense-t-elle à l'avenir poursuivre et augmenter la privatisation de la plage au détriment de la population ?*

La CTS va continuer à louer les surfaces disponibles pour des manifestations en accord avec la convention susmentionnée quant à une couverture de déficits. La commercialisation des objets affermés, et donc aussi de la plage en tant carte de visite de la ville, sert à accroître l'attrait de la ville, mais en même temps, les objets affermés doivent être mis à disposition du grand public pour des manifestations d'associations, des événements culturels et des activités de loisirs, comme cela est fixé au chiffre 3.1. de la convention susmentionnée. Le nombre des événements dépend de la saison et est planifié de façon à perturber le moins possible le fonctionnement de la plage en tant que lieu de baignade. Concrètement, les zones centrales de baignade 3, 4a et 4b ne sont louées qu'à titre exceptionnel comme le montre le tableau des événements 2019 ci-avant.

8. *Les représentants du Conseil municipal à la CTS estiment-ils que la population biennoise ne mérite plus de pouvoir bénéficier d'une plage magnifique construite par des chômeurs pendant les années 30 ?*

La question est posée de façon bien trop absolue, et il va de soi que l'utilisation de la plage en tant qu'établissement de bain est incontestablement prioritaire, hormis des exceptions ponctuelles comme indiqué précédemment.

9. *Les canicules toujours plus longues et nombreuses attirent à la plage une part importante de la population qui a besoin de se rafraîchir dans l'eau, mais aussi, et surtout, de trouver de l'ombre sous les arbres. Alors, comment se fait-il que les espaces loués à des privés se trouvent essentiellement près de l'eau et sous les arbres, obligeant les baigneurs à s'entasser là où il reste encore un petit peu d'ombre ?*

Comme représenté sous forme de tableau à la réponse aux questions 2 à 4, les zones sensibles correspondantes (3, 4a et 4b) sont louées avec la plus grande retenue, de sorte que le site de baignade n'est que très rarement touché.

10. *Chaque année, le sens profond de plage publique est dénaturé par la CTS. Le but ultime de cette dénaturation est-il de privatiser la plage ?*

Il ne s'agit en aucun cas d'une «privatisation», mais au contraire, comme indiqué plus avant, d'une utilisation complémentaire ponctuelle et à durée déterminée prenant en compte au maximum l'exploitation en tant qu'établissement de bains. Il convient de tenir compte que dans le cadre de tels événements, des personnes profitent de cette installation véritablement unique qu'ils ne rechercheraient sinon pas à des fins de baignade.

11. *Le Conseil municipal est-il informé par la CTS des multiples réclamations et du ras-le-bol des usagers de la plage ?*

Le Conseil municipal est conscient du fait que la location ponctuelle de la plage a engendré des réactions négatives. Inversement, il constate objectivement aussi que les événements ont reçu un accueil favorable.

12. *Des promesses ont-elles été faites aux promoteurs d'Agglolac, afin de rendre plus attractive la vente ou la location d'appartements ?*

Non, aucune «promesse» n'a été et n'est l'objet de discussions avec les investisseurs.

13. *Le Conseil municipal entend-il poursuivre cette privatisation latente ou bien estime-t-il nécessaire de redonner à la plage son statut de plage publique pour le public ?*

À la lumière des divers besoins et réactions, le Conseil municipal va examiner une nouvelle fois de façon critique les affectations supplémentaires ponctuelles des installations de la plage.

14. *Le Conseil municipal est-il conscient que cette privatisation sournoise de la plage pousse toujours plus de Biennois à se rendre aux piscines et plage des environs, cela en voiture, alors que la plage de Bienne est facilement accessible à pied, en bus ou à velo ?*

Selon les connaissances du Conseil municipal et compte tenu des événements qui ont eu lieu 2019 (cf. tableau ci-avant), aucun indice ne permet d'étayer un «exode» mesurable des baigneurs et baigneuses vers d'autres établissements de bains.

Bienne, le 29 janvier 2020

AU NOM DU CONSEIL MUNICIPAL

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexes:
- Interpellation 20190386
- Répartition de la plage par zones

190386
PSR

Interpellation

19.02.20

Une plage publique pour le public (2)

Cette année à nouveau la plage publique de Bienne a été squattée à de trop nombreuses reprises par des organisations et entreprises privées pendant la saison d'été au détriment de la population.

Questions :

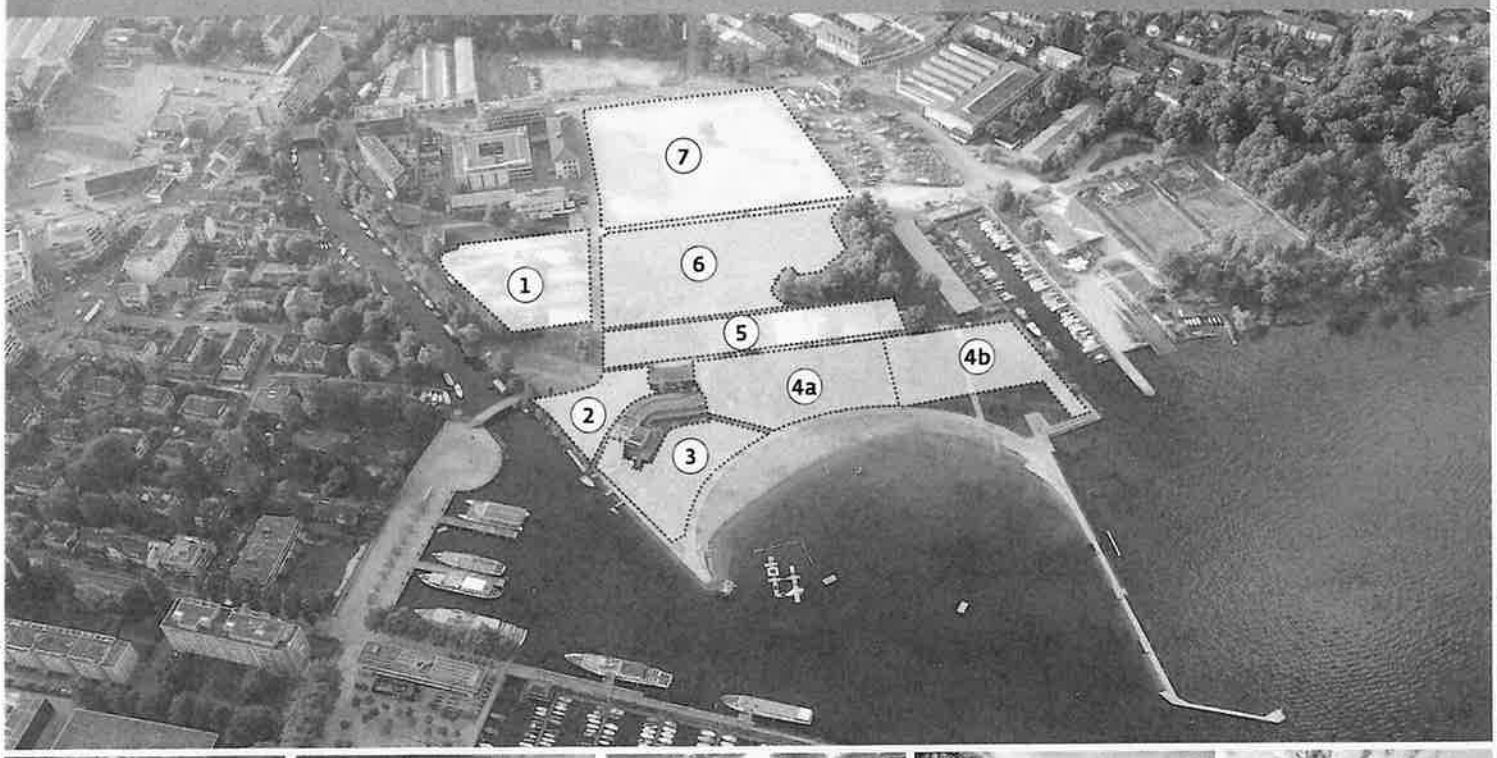
- Quelles sont les raisons qui ont poussé la CTS ces dernières années à repousser d'une semaine l'ouverture de la plage au mois de mai et à avancer d'une semaine la fermeture saisonnière ?
- À qui – entreprises, organisations ou particuliers – la plage a-t-elle été louée ?
- Où sont domiciliés ces entreprises, particuliers ou organisations ?
- Pendant combien de jours, montage, démontage et remise en état compris suite aux manifestions, la plage a-t-elle été privatisée ?
- Pourquoi Lakelive n'a pas lieu à la plage de Nidau ?
- La CTS peut-elle citer des exemples d'autres plages publiques qui sont, année après année, en partie privatisées pendant la saison d'été ?
- La CTS pense-t-elle à l'avenir poursuivre et augmenter la privatisation de la plage au détriment de la population ?
- Les représentants du Conseil municipal à la CTS estiment-ils que la population biennoise ne mérite plus de pouvoir bénéficier d'une plage magnifique construite par des chômeurs pendant les années 30 ?
- Les canicules toujours plus longues et nombreuses attirent à la plage une part importante de la population qui a besoin de se rafraîchir dans l'eau mais aussi, et surtout, de trouver de l'ombre sous les arbres. Alors, comment se fait-il que les espaces loués à des privés se trouvent essentiellement près de l'eau et sous les arbres, obligeant les baigneurs à s'entasser là où il reste encore un petit peu d'ombre ?
- Chaque année, le sens profond de plage publique est dénaturé par la CTS. Le but ultime de cette dénaturation est-il de privatiser la plage ?
- Le Conseil municipal est-il informé par la CTS des multiples réclamations et du ras-le-bol des usagers de la plage ?
- Des promesses ont-elles été faites aux promoteurs d'Agglolac afin de rendre plus attractive la vente ou la location d'appartements ?
- Le Conseil municipal entend-il poursuivre cette privatisation latente ou bien estime-t-il nécessaire de redonner à la plage son statut de plage publique pour le public ?
- Le Conseil municipal est-il conscient que cette privatisation sournoise de la plage pousse toujours plus de Biennois à se rendre aux piscines et plages des environs, ceci en voiture, alors que la plage de Bienne est facilement accessible à pied, en bus ou à vélo ?

Bienne, le 23 octobre 2019

Pour le groupe PSR :

Pierre Ogi

cts EVENTS



Strandbad

Der schönste Strand am Bielersee bietet die richtige Stimmung für Konzerte, Mitarbeiterfeste oder ein Apéro. Lockere Atmosphäre mit atemberaubenden Sonnenuntergängen garantiert.

Zonen	m²	1 Tag Preise exkl. MWSt.
1	**7'200**	**Auf Anfrage**
2	2'500	1'200.-
3	**3'500**	**5'500.-**
4a	7'000	5'500.-
4b	**6'000**	**5'500.-**
5	6'500	1'000.-
6	**9'500**	**3'100.-**
7	16'800	Auf Anfrage

Zentrale Lage	Zweisprachig	Alles aus einer Hand	Parkplätze

STRANDBAD BIEL
PLAGE DE BIENNE

ctsbiel-bienne.ch

Anhang Nr. B

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

à l'interpellation interpartis 20190350, Pascal Bord, PRR, Christoph Grupp, Les Verts, Titus Sprenger, Passerelle, «La Ville va-t-elle encore une fois connaître la débâcle de l'achat du bâtiment de Victorinox ou quelles mesures vont être prises pour éviter que cela se reproduise ?»

Par la présente interpellation interpartis 20190350, les intervenants prient le Conseil municipal de répondre à diverses questions en lien avec l'affaire «Chemin des Grillons/Victorinox» concernant les processus et interfaces existants lors de l'examen de droits de préemption pour des affaires immobilières.

Le Conseil municipal est en mesure de répondre comme suit aux questions des intervenants:

1. ***Existe-il un processus, une plateforme d'échange entre gestionnaire des biens immobiliers (urbanisme, immeubles) et demandeurs (écoles, social, ...) ? À quelle fréquence ont lieu les rencontres ?***

Le Département des immeubles est compétent pour les biens-fonds du patrimoine financier, lequel ne sert pas directement à accomplir des tâches publiques, et est en outre l'organe compétent de la Ville pour les affaires immobilières. Par ailleurs, le Département des constructions de la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement (TEE) est compétent pour les immeubles existant déjà dans le patrimoine administratif ou la construction de tels immeubles, et donc le premier organe de contact pour la mise à disposition des infrastructures destinées à l'accomplissement de tâches publiques. Pour sa part, la Direction des finances (Département des immeubles) est impliquée lorsque des tâches publiques ne peuvent pas être accomplies dans des immeubles du patrimoine administratif, et que des objets disponibles sur le marché doivent être acquis et ainsi garantis à cet effet. Pour toutes les questions liées à l'acquisition de biens-fonds, entre autres, les directions des départements des immeubles, des constructions, des infrastructures et de l'urbanisme se réunissent toutes les deux semaines pour une séance de coordination.
À l'automne 2018, une plate-forme a été mise en place, en plus, pour traiter de la planification des locaux scolaires dépassant le cadre d'un seul département. Lors de deux ateliers de travail, les directions des départements Écoles & Sport, des constructions et des immeubles ont traité du besoin des écoles et ainsi que des besoins de rénovation et de renouvellement avec le soutien d'un bureau externe.

2. ***Comment les services demandeurs communiquent-ils leurs besoins en locaux, respectivement des collaborateurs ont-ils officiellement cette fonction d'interface, y compris dans leur description de fonction ?***

Si les besoins de locaux des directions ne peuvent pas être satisfaits au moyen d'immeubles existants du patrimoine administratif, la direction concernée et la TEE interrogent concrètement le Département des immeubles concernant d'éventuelles possibilités d'utiliser des surfaces dans des biens-fonds du patrimoine financier ou de louer des locaux de tiers ou d'acquérir un objet proposé sur le marché immobilier. En conséquence, le Département des immeubles examine les possibilités dans le cadre du patrimoine financier ou recherche des objets à louer via les portails immobiliers ou procède à un sondage des objects proposés sur le marché. Les options disponibles sont discutées en permanence avec la direction concernée et la TEE.

3. ***Même question concernant les biens disponibles des services responsables de la gestion des biens. Comment, à l'aide de quelles informations et sur la base de quels critères, les gestionnaires peuvent-ils juger de l'intérêt pour la Ville d'un bien disponible, entre autres en cas de vente d'immeubles avec droit de préemption ?***

Concernant toutes les ventes où la Ville dispose d'un droit de préemption, elle est prévenue par le notaire mandaté. La Ville doit alors déclarer en temps utile si elle entre en matière ou renonce à son droit de préemption. En règle générale, les propriétaires s'adressent au Département des immeubles dès leur première intention de vente pour savoir si la Ville est intéressée. Dans tous les cas, il est demandé au Département de l'urbanisme si le bien-fonds en question présente un intérêt stratégique pour la Ville. Par la même occasion, on examine si l'objet pourrait répondre aux besoins d'une autre direction (p. ex. planification des locaux scolaires). Le cas échéant, la documentation relative à l'objet en question est mise à la disposition de ces organes et la marche à suivre est alors coordonnée.

4. ***Dans quel cadre le Conseil municipal planifie-t-il ses propres besoins de terrains et immeubles ?***

Dans le cadre de la planification des investissements (PI) devant être établie chaque année, les directions requérantes et la TEE déterminent les besoins à moyen et long termes et ceux-ci sont alors inscrits dans la PI. Cette dernière est ensuite traitée de manière approfondie par le Conseil municipal qui fixe les priorités pour les projets inscrits en fonction des besoins annoncés. En tout état de cause, le Département des immeubles est en plus chargé de la recherche de surfaces correspondantes dans le patrimoine financier ou de surfaces à louer ou à acquérir.

5. ***Le renforcement des secrétariats généraux a été justifié pour renforcer la coordination entre les départements. Quel rôle jouent-ils dans ce domaine ?***

Jusqu'à présent, les secrétariats généraux ne sont pas impliqués dans ces processus, mais garantissent toutefois, dans le cadre de leur fonction de soutien et d'interface, le traitement de cette thématique au sein de leur propre direction.

Bienne, le 22 janvier 2020

AU NOM DU CONSEIL MUNICIPAL

Le maire: Le vice-chancelier:

Erich Fehr Julien Steiner

Annexe: interpellation interpartis 20190350

20190350

Interpellation interpartis Bienne, 19.09.2019

La Ville va-t-elle encore une fois connaître la débâcle de l'achat du bâtiment de Victorinox ou quelles mesures vont être prises pour éviter que cela se reproduise ?

L'affaire de l'achat par la Ville du bâtiment Victorinox montre que les processus internes fonctionnent mal, ici entre les services responsables des biens fonciers (urbanisme, immeubles) et les services demandeurs (écoles, social, ...).

Le service des immeubles n'a été informé que très tard du besoin des écoles d'un immeuble dans le quartier de Boujean. Cela a forcé les services des constructions et des immeubles, le Conseil Municipal, puis le Conseil de Ville à un exercice de pompiers. Cela laisse également et surtout sur le carreau un acheteur ayant engagé beaucoup de temps et de moyens. La crédibilité de la Ville comme partenaire de confiance est mise à mal.

D'un côté, la Ville met à disposition beaucoup de terrain en droit de superficie et peut en cas d'intérêt faire valoir son droit de préemption sur les immeubles y ayant été construits lors de leur vente.

De l'autre, la Ville aura un grand besoin de capacités supplémentaires dans le domaine scolaire, de manière provisoire ou définitive. En effet, les écoles de la Rue des Prés, le Dufour, les Platanes, les Tilleuls devront être rénovés ou étendus. D'autres services auront également des besoins à l'avenir.

La politique foncière de la Ville est très axée sur le droit de superficie. Cela lui octroie certains avantages avec son droit de préemption, mais il s'agit de s'assurer qu'elle sache l'exploiter pour ses besoins.

Nous souhaitons que le Conseil municipal apporte des réponses aux questions suivantes :

- Existe-il un processus, une plateforme d'échange entre gestionnaire des biens immobiliers (urbanisme, immeubles) et demandeurs (écoles, social, ...) ? À quelle fréquence ont lieu les rencontres ?
- Comment les services demandeurs communiquent-ils leurs besoins en locaux, respectivement des collaborateurs ont-ils officiellement cette fonction d'interface, y compris dans leur description de fonction ?
- Même question concernant les biens disponibles des services responsables de la gestion des biens. Comment, à l'aide de quelles informations et sur la base de quels critères les gestionnaires peuvent-ils juger de l'intérêt pour la Ville d'un bien disponible, en autre en cas de vente d'immeubles avec droit de préemption ?
- Dans quel cadre planifie de Conseil Municipal ses propres besoins de terrains et immeubles.
- Le renforcement des secrétariats généraux a été justifié pour renforcer la coordination entre les départements. Quel rôle jouent-ils dans ce domaine.

Pascal Bord — **Parti Radical Romand**

Christoph Grupp — Les Verts

Titus Sprünger — Passerelle

Anhang Nr. 14

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Motion 20190337, Lena Frank, Grüne, «Offenlegung der Finanzierung von Partei-, Wahl- und Abstimmungskampagnen»

Die Motionärin fordert vom Gemeinderat, ein Reglement zur Offenlegung der Finanzierung von Parteien sowie von Wahl- und Abstimmungskampagnen auf kommunaler Ebene zu erarbeiten. Sie führt zur Begründung an, dass die «Groupe d'Etats contre la Corruption» (GRECO) des Europarates seit Jahren von der Schweiz eine umfassende Regulierung der Politfinanzierung verlange. Es gebe bereits Kantone, welche solche Transparenzvorschriften erlassen haben und auf nationaler Ebene seien entsprechende Initiativen hängig. Der Stadtrat von Bern werde diesen Herbst über neue Transparenzbestimmungen befinden.

Der Gemeinderat unterstützt das Anliegen der Motion zur Schaffung grösstmöglicher Transparenz über die Einflussfaktoren bei politischen Entscheidprozessen. Die Offenlegung der Herkunft von Finanzleistungen an Parteien und Abstimmungs- oder Wahlkämpfe stärkt das Vertrauen der Bevölkerung in die demokratischen Prozesse.
Der Bundesrat hat es bislang abgelehnt, verbindliche Regeln auf Bundesebene zu schaffen und damit in die föderalen Eigenheiten der politischen Systeme von Kantonen und Gemeinden einzugreifen. Im Zuge der Behandlung der jüngsten Transparenzinitiative aus dem Jahr 2017, welche eine Offenlegung von Zuwendungen an Parteien oder Kampagnen von mehr als CHF 10'000.- verlangt, und dem Vorschlag der staatspolitischen Kommission des Ständerates, dazu einen indirekten Gegenvorschlag mit einem Schwellenwert von CHF 25'000.- zur Abstimmung zu bringen, hat er seine Haltung geändert und hält fest, dass die Entwicklung namentlich in den Kantonen zeigten, dass das Bedürfnis nach mehr Transparenz gestiegen sei und er sich dem nicht verschliessen werde. Die Initiative dürfte auf Bundesebene im Jahr 2020 oder 2021 an die Urne kommen. Wird diese oder der indirekte Gegenvorschlag angenommen, werden die Bestimmungen auf Bundesebene voraussichtlich auch für Kantone und Gemeinden, welche bereits eigene Regeln haben verbindlich. Inwiefern eigene kommunale Regeln weiterhin gültig wären, lässt sich heute nicht vorhersagen.

Die Stadt Bern will anfangs 2020 erneut einen Vorschlag für eine Teilrevision ihres Reglements über Abstimmungen und Wahlen mit einer Regelung zur Abstimmungsfinanzierung (Schwellenwert CHF 5'000.-) an die Urne bringen, nachdem die Einführung von Transparenzregeln im Jahr 2003 an der Urne scheiterte.

Der Gemeinderat möchte angesichts der Tragweite der Thematik eine Regelung im kommunalen Recht ebenfalls durch die Stimmberechtigten beschliessen lassen, das heisst in einem Erlass regeln, welcher zumindest dem fakultativen Referendum unterliegt. Vor diesem Hintergrund und mit Blick auf die Thematik der verlangten Regelung kommt dafür nur das Reglement über städtische Abstimmungen und Wahlen in Frage, welches der obligatorischen Volksabstimmung unterliegt. Das Reglement über Abstimmungen und Wahlen wird voraussichtlich auch im Zusammenhang mit der gegenwärtig laufenden Totalrevision der Stadtordnung angepasst werden müssen. Die Aufnahme von Bestimmungen über die Parteien- und Kampagnenfinanzierung sollte deshalb nach Abschluss der Totalrevision der Stadtordnung an die Hand genommen werden (das heisst nach dem 1.1.2021). Zu diesem Zeitpunkt wird unter Umständen auch mehr Klarheit darüber bestehen, welche Auswirkungen eine Regelung auf Bundesebene auf kantonale und kommunale Lösungen haben wird.
Der Gemeinderat schlägt deshalb vor, die Motion erheblich zu erklären und den Gemeinderat zu beauftragen, dem Stadtrat nach Abschluss der Totalrevision der Stadtordnung eine Regelung zur Parteien- und Kampagnenfinanzierung im Rahmen einer Teilrevision des Reglements über Abstimmungen und Wahlen zu unterbreiten.

Biel, 22.01.2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Erich Fehr

Der Vize-Stadtschreiber:

Julien Steiner

Beilage: Motion 20190337

GRÜNE LES VERTS BIEL/BIENNE

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20190837
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Motion: Offenlegung der Finanzierung von Partei-, Wahl- und Abstimmungskampagnen

Der Gemeinderat wird aufgefordert, ein Reglement zur Offenlegung der Finanzierung von Parteien sowie von Wahl- und Abstimmungskampagnen auf kommunaler Ebene zu erarbeiten.

Begründung:
Zurzeit existieren weder auf Bundesebene noch im Kanton Bern Vorschriften zur Offenlegung der Finanzierung von politischen Parteien und Kampagnen. Das Thema ist jedoch ein Dauerbrenner, sowohl auf internationaler, nationaler als auch auf lokaler Ebene.
Der Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO) des Europarates fordert seit Jahren eine umfassende Regulierung der Politikfinanzierung in der Schweiz (Rechnungslegungsstandards für Parteien sowie Regeln zur Transparenz der Spenden an Parteien, Kandidierende und politische Kampagnen). Auf nationaler Ebene sind eine Volksinitiative und eine parlamentarische Initiative hängig. Auf kantonaler Ebene gibt es bereits Transparenzvorschriften in den Kantonen Tessin, Genf und Neuenburg. Jüngst haben zudem die Stimmberechtigten in den Kantonen Freiburg und Schwyz Initiativen angenommen, welche Offenlegungspflichten bei der kantonalen Politikfinanzierung fordern. Auch auf kommunaler Ebene wird das Thema angegangen. So befindet der Berner Stadtrat diesen Herbst über neue Transparenzbestimmungen.
Die Offenlegungspflicht für die Partei- und Politkampagnenfinanzen ist ein Kernelement einer funktionierenden Demokratie. Eine entsprechende Regulierung betrifft die politischen Rechte, bei denen Bund, Kantone und Gemeinden über je eigene Kompetenzen verfügen, weshalb auch die Stadt Biel eine Verantwortung zur Unterstützung der laufenden Bemühungen für mehr Transparenz in der Politikfinanzierung trägt.

Biel, 19.9.2019

Lena Frank, Grüne

Anhang Nr. 15

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20190429, Reto Gugger, BDP, Sandra Gurtner-Oesch, GLP, «Weniger gedruckte Unterlagen bei Wahlen und Abstimmungen»

Die Autorin und der Autor des Postulats wollen den Versand gedruckter Dokumente bei den Wahlen und Abstimmungen verringern, indem Stimmberechtigte, die dies wünschen, die kantonalen und städtischen Unterlagen ausschliesslich in elektronischer Form anfordern können. Dazu verlangen sie, dass das Reglement über städtische Abstimmungen und Wahlen der Stadt Biel (SGR 141.1) angepasst wird und dass der Gemeinderat sich beim Kanton für eine Änderung des kantonalen Gesetzes über die politischen Rechte (RSB 141.1) einsetzt. Konkret geht es darum, in diesen beiden Gesetzestexten folgende Bestimmung einzufügen: «Die Stimm- und Wahlberechtigten sollen mit einem handschriftlich angebrachten Kreuz auf dem Stimmausweis erklären können, dass sie künftig keine gedruckten Abstimmungsbotschaften, Wahlprospekte oder Wahlanleitungen mehr erhalten möchten («Opting-Out»). Der Verzicht gilt bis auf Widerruf und vorerst nur für kommunale und kantonale Belange». Zusätzlich wird im Postulat verlangt, dass zwei Jahre nach dieser Umstellung ein Bericht zu den Auswirkungen erstellt und der Staatskanzlei des Kantons Bern und der Bundeskanzlei zur Kenntnis gebracht wird.

Der Gemeinderat versteht die im Postulat vorgebrachte Argumentation, dass alle Unterlagen bezüglich einer Abstimmung oder Wahl bereits auf dem Internet vorhanden sind und dass deshalb die gedruckte Auflage verringert werden könnte. Er macht jedoch darauf aufmerksam, dass die Bürgerinnen und Bürger bis zur Einführung eines sicheren und allgemein geltenden Systems für die elektronische Stimmabgabe mindestens ihren Stimmausweis sowie den Stimmzettel in gedruckter Form d.h. via Postversand erhalten müssen. Deshalb würde sich die Arbeit beim Verpacken des Stimmmaterials nicht stark verringern, denn das Hinzufügen der kantonalen oder städtischen Botschaft in einen Umschlag verlängert den Prozess nur wenig (umso weniger, als gemäss dem im Postulat gemachten Vorschlag die eidgenössische Botschaft weiterhin in gedruckter Form verschickt würde). Entsprechend würde die Anzahl Umschläge ebenfalls nicht reduziert und einzig das Gewicht und dadurch der Preis für die Frankatur der Umschläge ohne kantonale und/oder städtische Botschaft könnte leicht tiefer ausfallen. Ausserdem würden auch die Druckkosten nicht stark sinken, da davon auszugehen ist, dass die Mehrheit der Stimmberechtigten die Unterlagen weiterhin in Papierform verlangen würde. Sicher ist hingegen, dass das vorgeschlagene System für die Stadtverwaltung zu einem höheren Arbeitsaufwand führen würde (Verwalten der Adressen und der Änderungen, differenziertes Verpacken usw.).

Wie bereits im Postulat erwähnt, bedingt jegliche Änderung zuerst eine Anpassung des Gesetzes, denn sowohl die städtische wie die kantonale Gesetzgebung schreiben einen postalischen Versand innerhalb einer bestimmten Frist vor, nicht nur des Stimmausweises und des Stimmzettels, sondern auch der Erklärungen (Botschaft) des Bundesrats, des Grossen Rats und/oder des Stadtrats. Der Gemeinderat sieht es nicht als zweckmässig an, die Bestimmungen auf Gemeindeebene anzupassen, wenn nicht gleichzeitig die entsprechenden Bestimmungen auf Kantons- und Bundesebene eingeführt werden. Analog zur elektronischen Stimmabgabe ist der Gemeinderat der Meinung, dass eine Praxisänderung im Sinne des Postulats nur erfolgen kann, wenn er einem allgemeinen Bedürfnis entspricht und einer klaren, koordinierten und auf allen Ebenen des Bundesstaates durchgeführten Logik entspricht. Es wäre nämlich wenig kohärent, und sei es auf freiwilliger Basis, nur bestimmte Dokumente in Papierform und andere in elektronischer Form zu übermitteln. Zuletzt merkt der Gemeinderat an, dass eine Änderung der städtischen Gesetzgebung zwar möglich ist (das Reglement über städtische Abstimmungen und Wahlen liegt in der Kompetenz der Bieler Stimmberechtigten), ein analoges Vorgehen auf kantonaler Ebene sich jedoch viel schwieriger gestaltet. In diesem Rahmen wäre eine Intervention beim Grossen Rat effizienter als eine Stellungnahme des Gemeinderats zuhanden der kantonalen Behörden.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat 20190429 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 29. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: Überparteiliches Postulat 20190429

20190429

BDP / PBD glp / pvl

überparteiliches Postulat

Weniger gedruckte Unterlagen bei Wahlen und Abstimmungen

Der Gemeinderat wird darum gebeten, das Reglement über städtische Abstimmungen und Wahlen, SGR 141.1, anzupassen. Gleichzeitig soll er sich auch beim Kanton Bern für eine Änderung des Gesetzes über die politischen Rechte (PRG) einsetzen. Die Änderung soll folgenden Punkt beinhalten:

- Die Stimm- und Wahlberechtigten sollen mit einem handschriftlich angebrachten Kreuz auf dem Stimmausweis erklären können, dass sie künftig keine gedruckten Abstimmungsbotschaften, Wahlprospekte oder Wahlanleitungen mehr erhalten möchten („Opting-Out"). Der Verzicht gilt bis auf Widerruf und vorerst nur für kommunale und kantonale Belange.

Der Gemeinderat hat nach Ablauf von zwei Jahren (vorbehältlich der Annahme des Postulats) dem Stadtrat einen kurzen Bericht zu den praktischen Auswirkungen zu erstatten. Dieser hat folgende Punkte zu enthalten:

- Zahlenmässige Entwicklung der Anzahl Personen, welche das „Opting-Out" gewählt haben
- Eingesparte Zeit bei der Verpackung der Wahlunterlagen
- Eingesparte Lohnkosten bei der Verpackung der Wahlunterlagen
- Eingesparte Menge an Drucksachen (kg)
- Eingesparte Druckkosten Stadt Biel durch tiefere Auflagen Botschaften
- Eingesparte Versandkosten durch leichtere/dünnere Brief
- Mehraufwand für die Pflege des Stimmrechtsregisters

Dieser Bericht ist auch der Staatskanzlei des Kantons Bern sowie der Bundeskanzlei der Schweizerischen Eidgenossenschaft zur Kenntnis zu bringen.

Begründung:

Im heutigen Zeitalter des Internets informieren sich immer mehr BürgerInnen online und verzichten auf gedruckte Unterlagen; sei dies bei den Krankenkassen, den Versicherungsgesellschaften, der Banken oder der Steuerverwaltung. Auch wenn heute das e-Voting bei Abstimmungen und Wahlen noch nicht möglich ist, so sollten die BürgerInnen doch wenigstens die Möglichkeit erhalten, auf die Zustellung von nicht zwingenden Unterlagen aktiv verzichten zu können. Dies spart Papier, Zeit und Geld, ohne dass der Informationsgehalt abnimmt. Abstimmungsbotschaften, Parteiparolen und Prospekte sind heute im Internet verfügbar, wodurch der gedruckte Versand an Bedeutung verloren hat.

Biel, 20. November 2019

Reto Gugger
BDP

Sandra Gurtner-Oesch
glp

Anhang Nr. 16

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Interpellation 20190351, GPK, «Schnittstellenmanagement zwischen der Abteilung Liegenschaften und den Direktionen»

Mit der vorliegenden Interpellation wird der Gemeinderat gebeten, betreffend dem Schnittstellenmanagement zwischen der Abteilung Liegenschaften und den Direktionen verschiedene Fragen zu beantworten. Die Geschäftsprüfungskommission (GPK) ist besorgt darüber, dass die im Zusammenhang mit der Ausübung des Vorkaufsrechtes für die Liegenschaft Victorinox passierten Fehler auch in Zukunft auftreten könnten, wenn keine Massnahmen getroffen werden.

Der Gemeinderat kann die Fragen der GPK wie folgt beantworten:

1. ***Wie sieht das Schnittstellenmanagement, insbesondere zwischen den Direktionen und der Abteilung Liegenschaften, aus?***
   Die Abteilung Liegenschaften ist zuständig für die Liegenschaften im Finanzvermögen, welches bekanntlich nicht unmittelbar der Erfüllung öffentlicher Aufgaben dient und zudem Kompetenzstelle der Stadt für Immobilienfragen. Zuständig für die bereits bestehenden Liegenschaften im Verwaltungsvermögen und den Neubau von solchen und damit erste Anlaufstelle für die Bereitstellung der Infrastruktur für öffentliche Aufgaben ist grundsätzlich die Abteilung Hochbau der Direktion Bau, Energie und Umwelt (BEU). Die Finanzdirektion (Abteilung Liegenschaften) wird dann involviert, wenn öffentliche Aufgaben nicht in Liegenschaften des Verwaltungsvermögens umgesetzt werden können resp. auf dem Markt angebotene Objekte erworben und damit gesichert werden sollen. U.a. für alle Fragen rund um die Akquisition von Liegenschaften treffen sich die Leitungen der Abteilungen Liegenschaften, Hochbau, Infrastruktur und Stadtplanung zweiwöchentlich zu einer Koordinationssitzung.
   Im Herbst 2018 wurde zusätzlich eine Plattform zur abteilungsübergreifenden Aufarbeitung der Schulraumplanung geschaffen. In zwei gemeinsamen Workshops haben die Leitungen der Abteilungen Schule und Sport, Hochbau und Liegenschaften den Bedarf der Schulen und die Sanierungs- und Erneuerungsbedarfe mit Unterstützung eines externen Büros aufgearbeitet.
   Der dringende Bedarf an Schulraum wird seit Jahren regelmässig im Gemeinderat und in direktionsübergreifenden Planungs-, Arbeits-, und Koordinationssitzungen aufgegriffen und dem Gemeinderat und dem Stadtrat jährlich im Bericht zur Klassenorganisation dargelegt. Das konkrete Interesse an der Liegenschaft Grillenweg 4 wurde im Frühling 2019 seitens der Direktion Bildung, Kultur und Sport angemeldet und im Gemeinderat anlässlich dessen Sitzung vom 29. Mai 2019 im Rahmen eines sog. «C-Geschäfts» ein erstes Mal diskutiert. Im Geschäft aufgetretene Verfahrensfragen, die gemäss Vertrag einzuhaltenden Fristen wie die unmittelbar bevorstehenden Sommerferien haben zu nicht optimalen Abläufen in der Behandlung des Dossiers geführt.

2. ***Wie sieht der Prozess aus, wenn eine Direktion Infrastrukturbedarf anmeldet?***
   Können Bedürfnisse der Direktionen im Zusammenhang mit ihrem Raumbedarf nicht in bestehenden Liegenschaften des Verwaltungsvermögens abgedeckt werden, stellt die entsprechende Direktion zusammen mit der Direktion BEU eine konkrete Anfrage an die Abteilung Liegenschaften betreffend allfälligen Möglichkeiten für Flächen in Liegenschaften des Finanzvermögens oder für eine externe Zumietung resp. den Erwerb eines Objekts auf dem Markt. Entsprechend prüft die Abteilung Liegenschaften

die Möglichkeiten im Finanzvermögen oder sucht Miet- oder Kaufangebote in den einschlägigen Immobilienportalen resp. nimmt eine Marktsondierung der angebotenen Objekte vor. Die zur Verfügung stehenden Optionen werden laufend mit der anfragenden Direktion und der Direktion BEU besprochen.

3. ***Wie wird sichergestellt, dass die Abteilung Liegenschaften den Infrastrukturbedarf der Direktionen kennt und wie behält der Gemeinderat die Übersicht über die vertraglich festgeschriebenen Vorkaufrechte und den Infrastrukturbedarf der Direktionen?***
Im Rahmen der alljährlich zu erstellenden Investitionsplanung (IVP) werden zwischen den Bestellerdirektionen und BEU die mittel- bis langfristigen Bedürfnisse ermittelt und im Planungsinstrument IVP festgehalten. Die IVP wird vom Gemeinderat jeweils vertieft behandelt und die enthaltenen Projekte werden entsprechend den angemeldeten Bedürfnissen priorisiert. Allenfalls ist dann zusätzlich die Abteilung Liegenschaften für die Suche entsprechender Flächen im Finanzvermögen oder als Zumietung oder Zukauf zu beauftragen. Die Abteilung Liegenschaften hat ein Vertragsmanagment etabliert und die mit dem Fristenlauf von Kaufrechten oder dem Vermerk von Vorkaufsrechten verbundenen Kontrollinstrumente existieren. Dabei gilt darauf hinzuweisen, dass ein Vorkaufsrecht (wie im dem vorliegenden Vorstoss zu Grunde liegenden Fall) erst zum Zug kommt, sobald die Eigentümerschaft deren Liegenschaft verkaufen möchte. Diesfalls muss die Eigentümerschaft deren Verkaufswillen an die Stadt Biel (Vorkaufsberechtigte) mitteilen und die Stadt muss innert der vertraglich festgelegten Frist handeln resp. das Vorkaufsrecht ausüben. Gemäss Obligationenrecht liegt diese Frist bei drei Monaten, eine Verlängerung kann in Einzelfällen verhandelt werden.

4. ***Welche Konsequenzen zieht der Gemeinderat aus den Fehlern, die im obengenannten Geschäft passierten?***
Der Gemeinderat hat seit September 2019 zusätzliche Massnahmen eingeleitet, um den bereits bestehenden Informationsfluss zwischen den Direktionen zu verbessern und zu systematisieren und dabei der Vielschichtigkeit der Herausforderungen Rechnung zu tragen.
Die Finanzdirektion, die Direktion Bau, Energie und Umwelt sowie die Direktion Bildung, Kultur und Sport werden im Rahmen einer umfassenden Analyse mit externer Unterstützung Möglichkeiten zur Verbesserung der Koordination in Bezug auf Schulraum und die interne Zusammenarbeit zwischen den Direktionen und Abteilungen prüfen. Dabei sollen auch Erfahrungen anderer Städte einbezogen werden.

Biel, 22. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage:
Interpellation 20190351

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20190951
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Interpellation der GPK: Schnittstellenmanagement zwischen der Abteilung Liegenschaften und den Direktionen

Für die Stadtratssitzung vom 19.9.2019 beantragte der Gemeinderat kurzfristig die Nachtraktandierung des Geschäfts «20190236 Liegenschaft Grillenweg 4 in Biel, Baurecht Grundbuchblatt Biel-Bienne Nr. 9501 Ausübung Vorkaufsrecht / Verpflichtungskredit». Aus Sicht der Geschäftsprüfungskommission (GPK) sind im Prozess einige grobe Fehler passiert. So wurde der Eigenbedarf für die Liegenschaft erst sehr spät festgestellt und damit spät vom Vorkaufsrecht Gebrauch gemacht. Die Kommunikation zwischen den Direktionen scheint ungenügend zu funktionieren. Offenbar ist der Infrastrukturbedarf der Direktionen bei den zuständigen Stellen der Abteilung Liegenschaften nicht ausreichend bekannt. Dies deutet auf ein mangelhaftes Schnittstellenmanagement hin. Die GPK ist besorgt darüber, dass die passierten Fehler auch in Zukunft auftreten könnten, wenn keine Massnahmen getroffen werden.

Aus diesem Grund bittet die GPK den Gemeinderat folgende Fragen zu beantworten:

1. Wie sieht das Schnittstellenmanagement, insbesondere zwischen den Direktionen und der Abteilung Liegenschaften, aus?
2. Wie sieht der Prozess aus, wenn eine Direktion Infrastrukturbedarf anmeldet?
3. Wie wird sichergestellt, dass die Abteilung Liegenschaften den Infrastrukturbedarf der Direktionen kennt und wie behält der Gemeinderat die Übersicht über die vertraglich festgeschriebenen Vorkaufsrechte und den Infrastrukturbedarf der Direktionen?
4. Welche Konsequenzen zieht der Gemeinderat aus den Fehlern, die im obengenannten Geschäft passierten?

Biel, 19.9.2019

Lena Frank, Grüne

Natasha Pittet, PRR

Glenda Gonzalez, PSR

Martin Scherrer, SVP

Anna Tanner, SP

Cécile Wendling, FDP

Sandra Gurtner-Oesch, GLP

Anhang Nr. 17

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20190344, Reto Gugger, BDP, Alfred Schor, EDU, «Helfen kennt kein Mindestalter»

Die Postulanten verlangen vom Gemeinderat, dass den Schülerinnen und Schülern Grundkenntnisse in erster Hilfe vermittelt werden, da Hilfe in Notfällen keine Frage des Alters sein soll.

Der Gemeinderat erkennt an, dass für die Schülerinnen und Schüler das frühzeitige Heranführen an Erste-Hilfe-Handgriffe für das schrittweise Erlernen der richtigen Handlungsweise im Notfall sachdienlich ist.

Auch wenn die Gesundheitsthemen altersabhängig sind, sind sie während der ganzen Schulzeit präsent. Einige Schulen organisieren bereits punktuelle und freiwillige Sensibilisierungs- und Unfallverhütungskurse. In diesen lernen die Schülerinnen und Schüler die richtigen Verhaltensweisen sowie die Notrufnummern. Die jüngsten Schülerinnen und Schüler werden zudem regelmässig durch externe Fachpersonen für die Strassensicherheit sensibilisiert.

Das Volksschulgesetz (VSG) legt die Modalitäten der Unterrichtsformen und -anforderungen fest. An der Primarstufe und der Sekundarstufe I werden obligatorische und fakultative Fächer unterrichtet. Der Unterricht umfasst auch fächerübergreifende Inhalte und Unterrichtsformen. Für seinen französischsprachigen Teil sieht der Kanton Bern eine Allgemeinbildungslektion im Stundenplan vor. Diese gliedert sich um fünf Themenbereiche, die teilweise in eines oder mehrere Schulfächer integriert sind: Medien, Bilder, Informations- und Kommunikationstechnologie (IKT), Gesundheit und Wohlbefinden, persönliche Entscheidungen und Projekte, Zusammenleben und Ausübung der Demokratie sowie (soziale, wirtschaftliche, ökologische) Wechselwirkungen. Das gleiche gilt für den deutschsprachigen Lehrplan (Lehrplan 21) in den Bereichen Natur, Mensch, Gesellschaft (NMG). In beiden Lehrplänen können in diesem Rahmen Erste-Hilfe-Grundkenntnisse eingefügt werden, was in einigen Schulen der Fall ist.

Gemäss der Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden im Schulbereich liegt die pädagogische Verantwortung beim Kanton und bei den Schulen. Folglich obliegt es den Schulleitungen, den Bedarf ihrer Schule zu beurteilen und die Ziele zu definieren. Es ist wichtig, dass die Lehrerinnen und Lehrer mit der Unterstützung ihrer Schulleitung und gestützt auf ihre Erfahrung die zweckmässigen Methodologien und Hilfsmittel wählen können. Abgesehen von der Tatsache, dass dies nicht in seine direkte Zuständigkeit fällt, ist der Gemeinderat der Ansicht, dass die allgemeine Einführung von Erste-Hilfe-Kursen in den obligatorischen Schulunterricht nicht die geeignete Lösung ist, um die Sensibilisierung für Notfallsituationen zu fördern. Er wünscht indessen, dass dieses Thema mit den Schulleitungen besprochen wird, beispielsweise im Rahmen einer ihrer Plenarsitzungen.

Der Gemeinderat beantragt daher dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat 20190344 erheblich zu erklären

Biel, 22.1.2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr Julien Steiner

Beilage: überparteiliches Postulat 20190344

Bienne

20190344

BDP / PBD

EDU / UDF

Postulat

Helfen kennt kein Mindestalter

Der Gemeinderat wird darum gebeten, den Schülerinnen und Schülern Grundkenntnisse in erster Hilfe zu vermitteln. Hilfe in Notfällen sollte keine Frage des Alters sein. Er soll auch aufzeigen, wie diese Ausbildung mit möglichst geringen Kosten erfolgen kann.

Begründung:

Währenddem unsere SchülerInnen im Schwimmen und Radfahren Grundkompetenzen erwerben, findet die erste Hilfe keinen Platz im Lehrplan. Es wäre angebracht, dass Kinder ab dem Kindergartenalter bereits mit diesem Thema altersgerecht vertraut gemacht werden. So können sie bei Bedarf im Notfall die Ambulanz anrufen/einweisen oder kleinere Handgriffe (z.B. Seitenlagerung) bis zum Eintreffen der Rettungskräfte vornehmen.

Biel, 19. September 2019

Reto Gugger
BDP

Alfred Schor
EDU

Anhang Nr. 18

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Interpellation 20190349, Bettina Epper, Fraktion Grüne, «E-Trottinette in Biel?»

Die Interpellantin wirft Fragen zum Aufkommen von E-Trottinetten in Biel und zur Politik im Umgang mit E-Trottinetten und damit einhergehenden Problemen auf.

Der Gemeinderat beantwortet die Fragen wie folgt:

1. Gibt es bereits Anbieter, die in Biel Leih-E-Trottinette einführen möchten?

Ja, es sind verschiedene Unternehmen bei der Stadt vorstellig geworden, die ein System mit nicht ortsgebundenen E-Trottinetten einführen wollen. Bisher wurde aber keine Bewilligung erteilt, da die Voraussetzungen dafür nicht erfüllt waren.

2. Falls ja, welche Politik verfolgt der Gemeinderat diesbezüglich?

Seit ein paar Jahren sehen sich die Städte und Agglomerationen mit dem Aufkommen neuer Systeme für nicht ortsgebundene, leichte Fahrzeuge wie E-Trottinette konfrontiert. Um dieser Entwicklung vorzugreifen und sich auf die Ansiedlung solcher Systeme auf dem Bieler Stadtgebiet vorzubereiten, hat der Gemeinderat am 19. September 2018 eine Muster-Bewilligung verabschiedet. Dadurch verfügt die Stadt über ein Instrument, in dem die rechtlichen Rahmenbedingungen sowie die Bedingungen zu Nutzung und Betrieb der Mobilitätssysteme mit nicht ortsgebundenen Fahrzeugen definiert werden.

3. Ist in der Gesamtmobilitätsstrategie der Stadt Biel eine Strategie «Trendfahrzeuge» vorgesehen?

Die Gesamtmobilitätsstrategie 2018-2040 (GMS) wurde mit dem Ziel entwickelt, die Anforderungen des Reglements vom 18. Dezember 2014 zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öffentlichen Verkehrs (SGR 761.8) zu erfüllen. Sie legt Leitlinien für das Mobilitätsmanagement für die einzelnen Verkehrsträger auf Bieler Gebiet und die strategischen Stossrichtungen für die Stadt Biel fest. Die GMS konzentriert sich auf die vier «Hauptverkehrsmittel» (motorisierter Individualverkehr, öffentlicher Verkehr, Veloverkehr und Fussverkehr) und hält die Funktionsprinzipien dieser Netze mittel- und langfristig fest. Sie hat sich daher nicht spezifisch mit der Frage der E-Trottinette befasst.

Biel, 15. Januar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: Interpellation 20190349

Biel Bienne

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20190949
Termin GR / Délai CM: 22.1.2020
Direktion /Direction: BEU
Mitbericht / Corapport: AUE

Interpellation

«E-Trottinette in Biel?»

Zürich, Basel, Luzern, Zug und bald auch Bern. In immer mehr Schweizer Städten gibt es E-Trottinette zum Ausleihen. Was eine Vielzahl von Problemen verursacht: Die Fahrzeuge sind auf Trottoirs verboten – in der Theorie. In der Praxis kurven sie in rasanter Fahrt genau dort herum und machen den Fussgängerinnen und Fussgängern denn sowieso schon raren Platz streitig. Die Fahrzeuge sind ausserdem alles andere als ökologisch. Sie bringen beispielsweise kaum jemanden dazu, das Auto ihretwegen stehen zu lassen, wie eine aktuelle Studie[1] zeigt. Vielmehr halten sie die Leute davon ab, zu Fuss zu gehen. Die Trottinette verursachen schon bei der Produktion Emissionen, vom Stromverbrauch im Betrieb ganz zu schweigen. Und schliesslich liegt die Lebensdauer eines Leih-E-Trottinetts je nach Hersteller bei nur wenigen Monaten, dann ist es Elektroschrott. Das alles führt letztlich zu einer negativen CO2-Bilanz, verstopft die Strassen und vor allem Trottoirs und gefährlich sind die Gefährte ausserdem.

1. Gibt es bereits Anbieter, die in Biel Leih-E-Trottinette einführen möchten?
2. Falls ja, welche Politik verfolgt der Gemeinderat diesbezüglich?
3. Ist in der Gesamtmobilitätsstrategie der Stadt Biel eine Strategie «Trendfahrzeuge» vorgesehen?

E 27. SEP. 2019

Biel/Bienne, 19. September 2019

Direktion Bau,
Energie und Umwelt

☐DIR ☐GS ☒INF ☐HB ☐UMW ☐ESB

☐ zur Kenntnis
☐ zur direkten Erledigung
☐ mit Erledigungsmeldung
☐ zur Stellungnahme bis
☐ zum Antwortentwurf bis
☒ zum Bericht + Antrag zH. GR bis

Visum:
30.9.2019
6.12.19

Bettina Epper, Grüne / Les Verts

Fraktion Grüne / Les Verts

[1] http://scooters.civity.de/

Anhang Nr. 19

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der dringlichen Motion 20200021, Lena Frank, Grüne, «Photovoltaik in der baurechtlichen Grundordnung verankern»

Die Motion verlangt eine Anpassung der baurechtlichen Grundordnung dahingehend, dass für Gebäude in der Stadt Biel mit einer Dachfläche von mehr als 25 m^2 eine Solarpanelpflicht besteht. Ausnahmen könnten bei mangelnder Wirtschaftlichkeit und möglichen Konflikten betreffend Ortsbildschutz gestattet werden.

Gemeinden im Kanton Bern haben in verschiedenen Bereichen die Möglichkeit, über die Vorgaben der kantonalen Energiegesetzgebung hinausgehende, strengere Energievorschriften zu erlassen. Im August 2019 hat der Gemeinderat die Präsidialdirektion beauftragt, solche baurechtlichen Möglichkeiten zu prüfen. Das Projekt läuft zurzeit, Ziel ist es, dem Gemeinderat im Sommer 2020 Bericht zu den Ergebnissen dieser Überprüfung zu erstatten und das weitere Vorgehen festzulegen. In einer ersten Phase der Grundlagenerarbeitung wurden fünf Bereiche identifiziert, in welchen die kantonale Energiegesetzgebung den Gemeinden die Kompetenz für den Erlass kommunaler Energievorschriften erteilt. Dieser Massnahmenkatalog ist abschliessend und lautet wie folgt:

- **Art des erneuerbaren Energieträgers:** In bestimmten Gebieten kann den Grundeigentümern vorgegeben werden, welchen erneuerbaren Energieträger sie im Fall von Neubauten und energierelevanten Umbauten und Umnutzungen für Heizung und Warmwassererzeugung einzusetzen haben.
- **Anschlusspflicht an einen Fernwärme- oder Fernkälteverbund:** In bestimmten Gebieten kann eine Vorschrift erlassen werden, welche die Grundeigentümer verpflichtet, sich im Fall von Neubauten und energierelevanten Umbauten und Umnutzungen an einen Fernwärme- oder Fernkälteverbund anzuschliessen.
- **Begrenzung des gewichteten Energiebedarfs:** Bei Neubauten oder Gebäudeerweiterungen kann der sogenannte gewichtete Energiebedarf für Heizung, Warmwasser, Lüftung und Klimatisierung eines Gebäudes weiter begrenzt werden, als dies der Maximalwert des kantonalen Energiegesetzes vorsieht.
- **Nutzungsbonus:** Die mögliche Ausnutzung eines Gebiets / einer Parzelle kann um bis zu 10% erhöht werden, wenn Bauten wesentlich erhöhte energetische Anforderungen erfüllen.
- **Gemeinsame Heiz- oder Heizkraftwerke:** Verpflichtung der Grundeigentümer zur Erstellung eines gemeinsamen Heiz- oder Heizkraftwerk für Gesamtüberbauungen oder Neubaugebiete.

Daraus geht hervor, dass die Gemeinden heute lediglich Regelungsspielraum haben, was die Energieträger und den Energieverbrauch für die Heizung und Warmwassererzeugung sowie Lüftung und Klimatisierung betrifft. Für die Stromversorgung, an welche die in der Motion erwähnten Photovoltaikanlagen einen Beitrag leisten, gibt es keine Verschärfungsmöglichkeiten.

Die Revision des kantonalen Energiegesetzes, welche am 10. Februar 2019 vom Stimmvolk knapp abgelehnt wurde, hatte zum Ziel, dies zu ändern. Namentlich sah die Vorlage vor, dass die Gemeinden auch im Bereich der so genannten Eigenstromerzeugung Spielraum für eine verschärfte Regelung erhalten sollten. Sprich, bei Bauvorhaben hätten Eigentümerinnen und

Eigentümer einen gewissen Anteil ihres Stromverbrauches durch selbst erzeugten Strom (namentlich durch eine Photovoltaikanlage auf dem Dach) erzeugen müssen. Die Gemeinden hätten die Möglichkeit erhalten, den Anteil an notwendigem Eigenstrom gegenüber dem kantonalen Energiegesetz weiter zu erhöhen. Dies wurde durch das Volk abgelehnt, weshalb Gemeinden heute keine gesetzliche Grundlage haben, Vorgaben zur Eigenstromerzeugung zu machen.

Seit der Ablehnung der Vorlage zur Revision des kantonalen Energiegesetzes ist die gesetzliche Situation in Bezug auf die Energie höchst komplex und teilweise unklar, dies speziell in Bezug auf die Stromerzeugung. Dazu kommt, dass das nationale CO_2-Gesetz zurzeit in den eidgenössischen Räten behandelt wird und ebenfalls Auswirkungen auf die kantonalen Gesetzgebungen und kommunalen Handlungsspielräume haben wird.

Es ist zu erwarten, dass in naher Zukunft eine neue Revision des kantonalen Energiegesetzes angestossen wird und in diesem Rahmen die Frage der Eigenstromerzeugung wieder zum Thema wird. Zum heutigen Zeitpunkt ist es aber so, dass die Gemeinden punkto Eigenstromerzeugung – und damit auch für eine mögliche Pflicht von Photovoltaikanlagen – keine gesetzliche Grundlage haben. Es bleibt abzuwarten, was die Gesetzesänderungen auf eidgenössischer und kantonaler Ebene für neue Spielräume bringen. Bis dahin bleiben den Gemeinden lediglich die Eingangs erwähnten fünf Themenbereiche, in welchen sie – bezüglich Heizung, Warmwasser, Lüftung und Klimatisierung – strengere Regelungen erlassen können. Diese Möglichkeiten sind zurzeit Gegenstand einer vertieften Prüfung; der Gemeinderat wird 2020 über deren Ergebnisse informiert und das weitere Vorgehen in Bezug auf eine mögliche Umsetzung in der baurechtlichen Grundordnung der Stadt Biel festlegen. Obwohl in diesem Rahmen Vorgaben zur Stromerzeugung mit Sonnenenergie (Photovoltaik) bedauerlicherweise kein Thema sein können, wird zumindest das Potenzial von verschärften Vorschriften für die Heizung und Warmwassergewinnung (in letzterem Zusammenhang Solarenergie auch Potenzial bietet) eingehend geprüft.

Eine abschliessende Beurteilung des Vorstosses ist heute schwierig: Zwar kann klar festgehalten werden, dass aktuell keine gesetzliche Grundlage für eine Photovoltaik-Pflicht in der baurechtlichen Grundordnung besteht. Die kantonale und eidgenössische Gesetzgebung in den Bereichen Energie und Klima ist zur Zeit jedoch stark im Fluss und es ist unklar, ob nicht bereits in wenigen Jahren die Ausgangslage eine andere ist. Ebenfalls könnte das laufende Projekt zur Prüfung von Energievorschriften in der baurechtlichen Grundordnung der Stadt Biel ganz generell ein Schritt in die von der Verfasserin angestrebte Richtung sein; wenn auch nicht im Bereich der Stromerzeugung, dann aber vielleicht bei der Warmwassergewinnung durch Solaranlagen. Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, die dringliche Motion 20200021 in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Biel, 19. Februar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident — Die Stadtschreiberin

Erich Fehr — Barbara Labbé

Beilage: dringliche Motion 20200021

GRÜNE LES VERTS BIEL/BIENNE

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20200021
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Dringliche Motion:

Photovoltaik in der Baurechtlichen Grundordnung verankern

Der Gemeinderat wird aufgefordert,

1. **Die Baurechtliche Grundordnung dahingehend zu ändern, dass für Gebäude in der Stadt Biel mit einer Dachfläche von über 25qm2 eine Solarpanelpflicht besteht. Ausnahmen können bei mangelnder Wirtschaftlichkeit und möglichen Konflikten betreffend Ortsbildschutz gestattet werden.**

Begründung:

Mit dem Pariser Klimaabkommen einigten sich 193 Regierungen darauf, die globale Erwärmung gegenüber der vorindustriellen Zeit auf deutlich unter 2°C, wenn möglich auf 1.5°C zu begrenzen. Um dieses Ziel zu erreichen, muss bis in 31 Jahren mit dem Verbrennen fossiler Energieträger weltweit Schluss sein, wie ein Bericht des Weltklimarates IPCC im Herbst 2018 aufzeigte.[1]

Eine BFE-Studie von April 2019 errechnet konkret das Potenzial von PV in der Schweiz aus. Auch ohne die Gebäudefassaden zu berücksichtigen könnten die Stromversorgung der Schweiz zu 110% sichergestellt werden.

Der Bund kommt zum Schluss, dass der jährliche Zubau an Photovoltaik sich gegenüber von heute verfünffachen muss, damit die Ziele der Energiestrategie erreicht werden können.

Dieser Zubau soll auch in Biel vorangetrieben werden.

Dies umso mehr, als die jährlichen Erhebungen der Solarplattform Seeland bei allen Seeländer Gemeinden zeigt, dass Biel mit nur rund 1% ihres Verbrauchs mit Solarstrom deckt. Nidau ist bei 2%, Leubringen bei 3%, Orpund und Twann/Tüscherz bei 4% oder Bellmund und Brügg bei 6%. Dies um einige Beispiele aus der Agglomeration auszuführen. Die Region hat sich zum Ziel gesetzt bis Ende 2020 den Anteil von 6,2% für das Seeland zu erreichen.

Die entsprechende Regelung in der Baurechtlichen Grundordnung der Stadt Biel kann dazu einen wesentlichen Beitrag leisten.

Biel, 16.1.2020

Lena Frank, Grüne

[1] https://naturwissenschaften.ch/organisations/proclim/106109-1-5-grad-klimaziel-erfordert-rasches-rigoroses-handeln-und-netto-null-co2-emissionen

Anhang Nr. 20

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

au postulat urgent 20200022, Julien Rochat, Groupe UDC/Les Confédérés, «Limitation de construction de zones 30 km/h en ville de Bienne»

Le présent postulat urgent affirme que les décisions de mise en zone 30 km/h se fondent de plus en plus sur les seuls arguments de la protection du climat et de la sécurité. De plus, il ajoute que les conditions actuelles en termes de nuisances sonores et de sécurité routière sont satisfaisantes et ne justifient donc pas les coûts engagés, surtout au vu de la situation financière de la Ville. En ce sens, l'intervenant demande au Conseil municipal d'instaurer une procédure qui inclue les aspects de la sécurité, du bruit et de la circulation, pour justifier la mise en zone 30 km/h des axes projetés, de demander à la Police cantonale de vérifier si ces axes sont sujets à de nombreux accidents et d'informer le Conseil de ville sur les coûts engendrés par l'introduction d'une zone 30 km/h.

Le Conseil municipal informe que l'introduction de zones 30 km/h fait d'ores et déjà l'objet d'une procédure complexe. En application de l'art. 32, al. 3, de la Loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR ; RS 741.01) et de l'art. 108, al. 4, de l'Ordonnance du 5 septembre 1979 sur la signalisation routière (OSR ; RS 741.21), l'autorité compétente ne peut en effet fixer une dérogation à une limitation générale de vitesse qu'après avoir effectué une expertise, dans le cadre de laquelle on vérifie si cette mesure est nécessaire, opportune et si elle respecte le principe de la proportionnalité.

Conformément à l'art. 3 de l'Ordonnance du 28 septembre 2001 sur les zones 30 et les zones de rencontre (RS 741.213.3), le contenu du rapport d'expertise doit comporter les éléments suivants: la description des objectifs à atteindre; la hiérarchie du réseau routier; une évaluation des déficits existants ou prévisibles en termes de sécurité ainsi que des propositions de mesures permettant de les supprimer; des indications sur le niveau actuel des vitesses; des indications sur les qualités du cadre de vie; les effets possibles de la mesure projetée sur l'ensemble de la localité ou sur certains de ses quartiers, ainsi que des propositions visant à éviter d'éventuels effets négatifs; une liste et une description des mesures nécessaires pour atteindre les objectifs visés.

Au vu de ce qui précède, le nombre d'accidents fait donc d'ores et déjà partie des critères d'analyse et est intégré au rapport d'expertise établi par un bureau d'ingénieurs. Lorsqu'il est jugé nécessaire, la Police cantonale est par ailleurs sollicitée pour la transmission des protocoles d'accidents, afin de comprendre la dangerosité d'une situation. Enfin, il convient de préciser que la validation du dossier relève de la compétence de l'Office cantonal des ponts et chaussées, lequel délivre l'autorisation pour la modification du régime de vitesse.

Concernant les coûts engendrés pour la création d'une zone 30 km/h, ils dépendent de plusieurs facteurs. La longueur du tracé routier, le type d'aménagements nécessaires pour garantir le respect des vitesses et les synergies possibles avec d'autres projets peuvent faire passablement varier les coûts. En effet, dès que cela est possible, les projets d'introduction de zones 30 km/h peuvent être coordonnés avec les projets de réfection du réseau souterrain ou du revêtement de chaussée permettant ainsi des économies d'échelle en matière de finances et d'organisation. De manière générale, les coûts générés par la mise en place d'une zone 30 km/h dépassent la compétence financière du Conseil municipal, raison pour laquelle le Conseil de ville est non seulement informé sur les coûts, mais doit se prononcer sur le crédit d'engagement correspondant, comme il l'a fait les dernières fois les 22 février 2017 (zone 30 km/h dans le quartier de l'Avenir) et 22 septembre 2017 (zone 30 km/h dans le quartier Bubenberg). Il apparaît donc que les procédures en vigueur prescrites remplissent toutes les demandes formulées dans le présent postulat.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat urgent 20200022 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 4 mars 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: postulat urgent 20200022

Postulat Urgent 20200022

Limitation de construction de Zones 30 KM/H en ville de Bienne

En ville de Bienne de plus en plus de Zone 30 KM/H sont construite avec pour seuls argument le climat et la sécurité.

Cela induit des coûts qui sont trop vite et trop facilement investis malgré ~~que~~ la situation financière de la ville. Certaines zones de Bienne sont largement suffisante en termes de bruit et de sécurité routière.

Pour cela la fraction UDC les Confédérés demande au conseil municipal :

- D'analyser la possibilité d'introduire une obligation de procéder à des analyses de sécurité, de bruit, et de l'intensité de la situation de circulation dans les secteurs ou les zones 30 KM/H devront dans le futur être introduites.
- De demander à la police cantonale si les secteurs incriminés font l'objet d'accident de circulation récurent.
- D'informer le conseil de ville ~~de ville~~ ainsi que la population des coûts que cela engendre pour effectuer les modifications prévues en zones 30 KM/H.

Bienne, le 15.01.2020

Julien Rochat

Fraction UDC les Confédérés

Anhang Nr. 21

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der überparteilichen Motion 20190376, Bettina Epper, Grüne, Salome Strobel, SP, «Antennenreglement für die Stadt Biel»

Die Motionärin hält fest, dass derzeit diverse Baugesuche zur Erstellung bzw. zum Ausbau von Antennen mit dem 5G-Standard wegen Einsprachen hängig sind. Sie verweist darauf, dass die Bevölkerung nicht wolle, dass Antennen mit dem 5G-Standard errichtet respektive ausgebaut werden. Darum ist die Motionärin der Meinung, dass es dringend notwendig sei, ein Reglement zu erlassen, das die Errichtung bzw. die Ersetzung von Mobilfunkantennen regelt. Mögliche Instrumente wären das Kaskadenmodell wie in Ostermundigen oder das Kooperationsmodell.

Der Gemeinderat nimmt zur eingereichten Motion in mehreren Punkten Stellung:
- Allgemeines Umfeld und bestehende Massnahmen angesichts der Sorgen in der Bieler Bevölkerung zum Aufbau des 5G-Netzes.
- Informationen zu den Rahmenbedingungen und zur aktuellen Praxis beim Errichten von Mobilfunkantennen.
- Mögliche Planungsinstrumente, um die Mobilfunkantennen optimal in das Siedlungsgebiet zu integrieren.
- Analyse der Vor- und Nachteile, Vergleich der Planungsinstrumente mit der bestehenden Praxis und Vorschläge für das weitere Vorgehen.

1. Allgemeines Umfeld

Die Sicherheit der Bieler Bevölkerung ist eines der grössten Anliegen des Gemeinderates, der den Ersatz bzw. den Ausbau des Mobilfunknetzes mit 5G-Technologie äusserst ernst nimmt. In diesem Sinn hat der Gemeinderat dem BAKOM geschrieben, um ihm die Sorgen der hiesigen Bevölkerung mitzuteilen und es zu den Sorgen der Bieler Bevölkerung um eine Stellungnahme gebeten: dass der Bund die 5G-Konzessionen vergab, noch bevor die vom Bundesamt für Umwelt (BAFU) beauftragte Arbeitsgruppe die Resultate ihrer Abklärungen über die Auswirkungen der 5G-Technologie auf Mensch und Umwelt publiziert hatte (vgl. Interpellation 20190134, Bettina Epper, Fraktion Grüne, «5G»).

In seiner Antwort wies das BAFU darauf hin, dass die von ihm beauftragte Arbeitsgruppe zur Aufgabe hatte, die Bedürfnisse und Risiken des künftigen Mobilfunks zusammenzustellen, nicht aber die Gesundheitsrisiken der 5G-Technologie zu untersuchen, auch wenn ein Kapitel diesem Thema gewidmet ist. Des Weiteren erläuterte es die Grundsätze, die im Bereich der nichtionisierenden Strahlung gelten, die geltenden Emissionsgrenzwerte und deren Überwachung.

In der Zwischenzeit wurden die Resultate der vom BAFU beauftragten Arbeitsgruppe Ende November 2019 publiziert. Die Studie stellt mehrere Arbeitsschwerpunkte für den Ausbau des Mobilfunks vor, nicht aber konkrete Äusserungen zur 5G-Technologie und zu den gesundheitlichen Risiken. Dies bedauert der Gemeinderat.

2. Rahmenbedingungen

Der Aufbau des Mobilfunk- und somit auch des 5G-Netzes liegt nicht in der Zuständigkeit der Gemeinden, sondern des Bundes. Er ist von öffentlichem Interesse, dient er doch der Strategie des Bundes, die Digitalisierung in der Schweiz voranzutreiben. Die Mobilfunkantennen sind also Teil der technischen Infrastruktur im Siedlungsgebiet und sind in der Bauzone zulässig

sofern der Ortsbildschutz dies erlaubt. Es ist für eine Gemeinde also nicht möglich, Mobilfunkantennen auf ihrem gesamten Gebiet zu verbieten, denn diese sind Teil der Basisinfrastruktur, die der Bund laut Fernmeldegesetz (FMG) zu gewährleisten hat.

Ausserdem sind die Gemeinden nicht berechtigt, auf ihrem Gebiet den Bau von Mobilfunkantennen aus gesundheitlichen Gründen einzuschränken, denn dieser Bereich fällt in die ausschliessliche Zuständigkeit des Bundes. Dieser nahm seine Kompetenz mit Erlassen der Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NISV) wahr, in der die Emissionsgrenzwerte für Antennen festgelegt sind. Somit haben weder Gemeinden noch Kantone die Kompetenz, ein 5G-Moratorium auszurufen. Solche Moratorien, wie sie etwa die Kantone Genf und Waadt erlassen haben, sind nach Meinung des Gemeinderates offensichtlich rechtswidrig. Dies hat auch der bernische Regierungsrat in Beantwortung parlamentarischer Vorstösse im Grossen Rat festgehalten.

Doch verfügt die Gemeinde über einen gewissen Spielraum, um das Errichten von Mobilfunkantennen als «Anlagen im Siedlungsgebiet» einzuschränken. Sie ist insbesondere gehalten, im Sinne des Ortsbildschutzes über die Integration der Antennen im städtischen Raum zu wachen, was sie im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens systematisch tut. Als Grundlage für die Analyse stützt sich die Stadt Biel hauptsächlich auf das Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz von nationaler Bedeutung ISOS (siehe unten), welches das gesamte Gemeindegebiet abdeckt.

3. Bestehende Praxis

Die kommunalen Instanzen sind von Gesuchen um Errichten, Ersatz oder Ausbau einer Mobilfunkantenne insofern betroffen, als sie am Baubewilligungsverfahren beteiligt sind.[1] Der Stadtrat wird aufgefordert, die gemeinderätliche Beantwortung der Interpellation 20190134 (siehe oben) zu beachten, was Baugesuchsverfahren für das Errichten von Antennen und die Rolle der beteiligten Instanzen anbelangt, insbesondere der Bereich Denkmalpflege für den Ortsbildschutz, das kantonale Amt für Umwelt und Energie für die Immissionen.

Ausserdem hat der Kanton Bern 2012 mit den Mobilfunkbetreibern die «Vereinbarung über die Standortevaluation und -koordination» unterzeichnet, welche die Stadt Biel mit dem gemeinderätlichen Beschluss Nr. 750 am 21. September 2012 ratifiziert hat. Diese Vereinbarung unterstützt das Baubewilligungsverfahren. Damit verpflichten sich die Mobilfunkbetreiber, der Stadt Biel den Bedarf an Antennenstandorten noch vor Einreichen eines Baugesuchs zu melden. In der Praxis wird beim städtischen Bereich Denkmalpflege auf dieser Grundlage eine Bauvoranfrage eingereicht, damit diese Konformität und Standort der Mobilfunkantenne anhand des Bundesinventars ISOS beurteilen und eine Interessenabwägung vornehmen kann. Bei Bedarf findet ein Gespräch mit dem Mobilfunkbetreiber statt, um die Auswirkung auf das Ortsbild beispielsweise mit einer Standortalternative bzw. einer geringeren Höhe der Antenne zu dämpfen. In den meisten Fällen führt diese Kooperation zu einer Standortwahl, die alle Beteiligten zufriedenstellt.

Wie gesagt, ist das gesamte Gemeindegebiet der Stadt Biel im Bundesinventar ISOS als schützenswertes Ortsbild von nationaler Bedeutung erfasst. Da sowohl der Aufbau des Mobilfunknetzes als auch das Bundesinventar ISOS in die Kompetenz des Bundes fällt, werden die beiden Themen bei der Interessanabwägung gleich stark gewichtet. Somit verfügt Biel beim Ortsbildschutz mit dem ISOS über ein ungleich gewichtigeres Instrument für die

[1] Wie erwähnt, ist nur für Antennenprojekte mit einem massgeblichen baulichen Aspekt ein Baugesuch erforderlich, während Änderungen ohne oder mit geringfügigen baulichen Massnahmen nicht baugesuchspflichtig sind (vgl. gemeinderätliche Beantwortung der Interpellation 20190134).

Standortwahl von Mobilfunkantennen auf Gemeindeboden, als dies in anderen Berner Gemeinden der Fall ist.

4. Mögliche Planungsinstrumente

Die Motionärin verlangt, dass ein Planungsinstrument erlassen wird, das die Standortwahl für Mobilfunkantennen im Gemeindegebiet Biel regelt. Zu diesem Zweck hat der Gemeinderat verschiedene Planungsinstrumente geprüft, die nachstehend vorgestellt werden (Möglichkeiten 1–4), und hat sie mit der bestehenden Praxis der Stadt Biel verglichen.

Zur Erinnerung: Die Gemeinden verfügen hauptsächlich dank dem Ortsbildschutz über einen gewissen Spielraum, um die Standortwahl für Antennen als «Anlagen im Siedlungsgebiet» auf ihrem Gebiet einzuschränken. Der Schutz der Bevölkerung vor der Strahlung der Mobilfunkantennen wird im Umweltschutzgesetz (USG) und in der Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NISV) geregelt. Somit handelt es sich um eine Aufgabe des Bundes. Weil auf eidgenössischer oder kantonaler Ebene keine entsprechenden Bestimmungen vorliegen, verfügen die Gemeinden hier also über keinerlei Autonomie oder Handlungsspielraum.

Möglichkeit 1: Kooperationsmodell Gemeinde–Mobilfunkbetreiber

Es handelt sich um eine Kooperationsvereinbarung zwischen der Gemeinde und den Mobilfunkbetreibern, welche die Standortwahl für die Antennen regelt. Im Kanton Bern hat das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) mit den Mobilfunkbetreibern 2012 eine Vereinbarung unterzeichnet, die von zahlreichen Gemeinden, darunter die Stadt Biel, ratifiziert wurde (siehe oben). Damit verpflichten sich die Mobilfunkbetreiber, vor Einreichen eines Baugesuchs den Bedarf an Antennenstandorten zu melden.

Vorteile: Das Kooperationsmodell ermöglicht einen frühzeitigen gegenseitigen Informationsaustausch zwischen Mobilfunkbetreibern und Gemeinden, was die Planung des Mobilfunknetzes anbelangt. Es regelt das Prüfungsverfahren für Mobilfunkantennenstandorte noch vor der Einreichung eines Baugesuchs und verschafft den Gemeinden einen gewissen Einfluss bei der Standortwahl. Diese Zusammenarbeit schafft eine grössere Transparenz zwischen den Betroffenen, womit das Vertrauen gestärkt wird.

Nachteile: Bei diesem Modell müssen sich alle Betteiligten an die Regeln halten. Insbesondere müssen die Mobilfunkbetreiber ihre Informationspflicht bezüglich der mittel- und langfristigen Netzplanung wahrnehmen.

Fazit: Wie erwähnt, verfügt die Stadt Biel seit 2012 über ein solches Kooperationsmodell. Insgesamt ist die Zusammenarbeit mit den Mobilfunkbetreibern befriedigend. Diese nehmen bei Projekten für das Errichten bzw. den Umbau von Mobilfunkantennen direkt Kontakt mit dem städtischen Bereich Denkmalpflege auf. Dies ermöglicht der Fachstelle, noch vor dem offiziellen Verfahren eine Interessenabwägung vorzunehmen und zu gewährleisten, dass das Vorhaben nicht dem Bundesniventar ISOS widerspricht. Gegebenenfalls wird mit dem Betreiber ein besserer Standort gesucht. Damit trägt diese Zusammenarbeit dazu bei, dass eine Standortwahl getroffen werden kann, die alle Beteiligten befriedigt und eine befriedigende Integration der Mobilfunkantennen im städtischen Raum gewährleistet. Das Kooperationsmodell gewährleistet also kombiniert mit dem offiziellen Baugesuchsverfahren eine genügend solide Praxis und eine gewisse Flexibilität.

Möglichkeit 2: Interessenabwägung – Änderung des Baureglements

Im Baureglement wird ein neuer Artikel eingeführt, der bei jedem Baugesuch eine Interessenabwägung vorschreibt. Dies setzt voraus, dass zuvor alternative Standorte geprüft werden. So ist es einfacher, für Mobilfunkantennen Standorte in geeigneteren Gebieten zu empfehlen.

Vorteile: Ein neuer Artikel, der die Interessenabwägung vorschreibt, macht diese in der Bauzone obligatorisch. Damit wird der Ortsbildschutz gestärkt.

Nachteile: Die Aufnahme eines neuen Artikels im Baureglement, der eine systematische Interessenabwägung vorschreibt, bringt für die Stadt Biel keinen zusätzlichen Nutzen, weil eine solche Abwägung gemäss Vereinbarung zwischen Mobilfunkbetreibern und der Stadt Biel vorgängig im Rahmen der Voranfrage an den städtischen Bereich Denkmalpflege bereits vorgenommen wird.

Fazit: Die Einführung eines Artikels, der die Interessenabwägung vorschreibt, würde die geltende Praxis nicht verändern.

Möglichkeit 3: Kaskadenmodell – Änderung des Baureglements

Ein neuer Artikel wird in das Baureglement eingeführt, der die Standortwahl für Antennen nach Nutzungszonen priorisiert. So könnten die Antennen beispielsweise in Arbeitszonen bevorzugt werden, weil hier für den Ortsbildschutz im Prinzip weniger auf dem Spiel steht. Wohnzonen und das Zentrum würden demnach zu Gebieten mit Priorität 2. Solche Planungsarten wurden vom AGR bereits gutgeheissen und stösst auch bei der Justiz auf breite Zustimmung.

Vorteile: Mit dem Kaskadenmodell lassen sich die Antennenstandorte in spezifischen Gebiete ansiedeln und bis zu einem gewissen Grad in den Wohngebieten beschränken. Insgesamt kann dieses Modell die Standortwahl der Antennen im Gemeindegebiet beeinflussen und sich positiv auf das Ortsbild und die Landschaft auswirken (weil die Antennen so in Gebieten konzentriert werden, die weniger ortsbildrelevant sind). Zwar haben die Gemeinden im Prinzip keine Möglichkeit, um auf die Strahlungsimmissionen einzuwirken, doch könnten andere, ideellere Kriterien, etwa die Wohnqualität, situativ bei der Standortbeurteilung mitberücksichtigt werden. Es bleibt jedoch zu klären, inwiefern diese Kriterien effektiv Anwendung finden können. Da es sich um eine für die Grundeigentümer zwingende Planung handelt, würden diese wie bei anderen Zonenplänen in der öffentlichen Planauflage konsultiert.

Nachteile: Die Nachteile entsprechen denjenigen des nachstehend ausgeführten Antennen-Nutzungsplans (Möglichkeit 4). Auch hier stellt die befriedigende Standortwahl für Mobilfunkantennen auf einer gesamtstädtischen Ebene eine Herausforderung dar. Überdies ermöglicht die Planung keine direkte Einflussnahme auf die nichtionisierende Strahlung.

Fazit: Das Kaskadenmodell ist für Gemeinden ideal, die nicht durch das Bundesinventar ISOS geschützt sind und ihre Bestimmungen zum Ortsbild- und Landschaftsschutz stärken wollen. Da damit auf eine Stärkung der Ortsbildschutzbestimmungen abgezielt wird, bringt dieses Modell der Stadt Biel keinen zusätzlichen Nutzen, weil Biel ja bereits über den Status der nationalen Bedeutung gemäss Bundesinventar ISOS verfügt, der zu einer fallweisen, detaillierten Prüfung aller Neubau- bzw. Änderungsprojekte von Mobilfunkantennen verpflichtet. Anders gesagt, besteht das Risiko, dass die Einführung eines solchen Prüfungsverfahrens für Antennenprojekte keine signifikante Praxisänderung zeitigt. Doch könnte das Kaskadenmodell für die Stadt Biel interessant sein, weil es die bestehende Struktur

stärken würde. Da es einen umfassenden Planungsrahmen darstellt, wäre es als Orientierungshilfe bei der Standortwahl für Antennen im städtischen Raum hilfreich, indem sich Zonen priorisieren und damit für Antennenstandorte mehr oder weniger geeignete Sektoren bestimmen lassen. Aufgrund der Reglemente anderer Gemeinden ist etwa vorstellbar, dass Mobilfunkantennen zuerst in den Arbeitszonen, dann auf hohen Gebäuden mehrheitlich im Dienstleistungsbereich und erst dann in den Wohnzonen angesiedelt würden. Das Kaskadenmodell wäre eine Ergänzung zur Detailprüfung aufgrund des Bundesinventars ISOS.

Möglichkeit 4: Schaffen eines Antennen-Nutzungsplans

In einem neu zu schaffenden Nutzungsplan sollen die Sektoren bestimmt werden, in denen neue Antennen errichtet werden dürfen und wo dies untersagt ist. Weil eine Mobilfunkantenne die fragliche Parzelle direkt betrifft, ist die Zustimmung des Grundeigentümers erforderlich. Darum werden die Grundeigentümer wie bei anderen Nutzungsplänen im Rahmen der öffentlichen Auflage konsultiert.

Vorteile: Es handelt sich um einen Plan aufgrund des Grundreglements, der für Behörden und Grundeigentümer zwingend ist und es ermöglicht, die Standorte für Antennen auf gesamtstädtischer Ebene zu regeln. Die Interessenabwägung erfolgt beim Erlassen des Antennen-Nutzungsplans. Damit braucht beim Baugesuch nur noch der zuständige kantonale Dienst zu prüfen, ob die Immissionsgrenzwerte eingehalten werden, weil die übrigen, raumplanerischen Aspekte bereits geklärt sind.

Nachteile: Das Erlassen eines Nutzungsplans für das gesamte Stadtgebiet erfordert extrem intensive, ressourcenraubende Planungsarbeiten und muss äusserst detailliert ausfallen, weil die Standortwahl für Antennen von zahlreichen, insbesondere technischen Aspekten abhängig ist. Dazu müsste die Stadt Biel neben Kenntnissen zu Raumplanung und Ortsbildschutz auch über hoch spezialisiertes Fachwissen verfügen, um zu bestimmen, wo Antennen errichtet werden können und wo nicht. Da die Gemeinde nicht über die nötigen Ressourcen verfügt, müsste ein externes Büro beauftragt werden. Aus Sicht des Ortsbildschutzes wäre eine solche Arbeit komplex und praktisch nicht realisierbar. Neben der Komplexität und der damit verbundenen langen Planungszeit müsste in der öffentlichen Auflage aller Wahrscheinlichkeit nach mit zahlreichen Einsprachen gerechnet werden, weil die Bevölkerung äusserst sensibel auf dieses Thema ist. Die Bearbeitung der Einsprachen würde das Verfahren weiter in die Länge ziehen. Ausserdem scheint es wahrscheinlich, dass das Planungsverfahren nicht mit der Technologie würde Schritt halten können, womit seine Gültigkeit geschmälert würde. Es ist davon auszugehen, dass der Antennen-Nutzungsplan bereits nach fünf oder zehn Jahren veraltet wäre.

Tatsächlich lassen sich mit dieser Art Planung die Standorte der Antennen als «Anlagen im Siedlungsgebiet» regeln, was sich positiv auf ihre Integration in das Ortsbild auswirken würde, doch lassen sich damit keine Vorschriften zu den Strahlungsemissionen erlassen, weil dies in der Kompetenz des Bundes liegt. Laut BAFU besteht im Übrigen zwischen 4G und 5G kein grundlegender Unterschied bei den Immissionsgrenzwerten.

Fazit: Ein Antennen-Nutzungsplan bringt im Vergleich zur geltenden Praxis keinen nennenswerten Zusatznutzen. Die Integration der Antennen muss auf einer so detailgenauen Ebene geklärt werden, dass eine Planung über das gesamte Gemeindegebiet Biel praktisch unmöglich erscheint. Die gesamtstädtische Ebene ist zu grossräumig und erlaubt es nicht, namentlich bezüglich Bundesinventar ISOS – hier verfügt die Stadt Biel tatsächlich über Handlungsspielraum – die städtebaulichen und architektonischen Aspekte auf Quartier-, Siedlungs- oder Gebäudeebene zu behandeln. Das Bundesinventar ISOS, das heute bei der

Prüfung der Standorte aus Sicht des Ortsbildschutzes die wichtigste Referenzgrösse darstellt, erfüllt seine Rolle zufriedenstellend. Ein Antennen-Nutzungsplan würde für den Ortsbildschutz also keinen zusätzlichen Nutzen bringen. Vielmehr würde er im Baugesuchsverfahren eine fallweise Prüfung verunmöglichen. Ausserdem würden die entfalteten Bemühungen nicht dazu dienen, Einfluss auf die Strahlung bzw. auf eine bestimmte Art von Strahlen (eben 5G) zu nehmen. In Tat und Wahrheit würden sie nicht direkt auf die Sorgen der Bevölkerung eingehen.

5. Schlussfolgerung

Die Gemeinden haben die Möglichkeit, hauptsächlich aufgrund des Ortsbildschutzes den Bau von Antennen bis zu einem gewissen Grad einzuschränken bzw. zu regulieren. Doch liegen Bevölkerungsschutz und nichtionisierende Strahlen nicht in ihrer Kompetenz (Bundesverantwortung).

Nach Prüfung der Lage ist festzuhalten, dass die Stadt Biel über eine solide, bewährte Praxis des Ortsbild- und Landschaftsschutzes verfügt. Die bestehenden Prozesse gewährleisten so, wie sie gegenwärtig geführt werden, eine optimale Integration der Mobilfunkantennen im städtischen Gebiet. Daher ist der Gemeinderat der Meinung, dass sich die bestehende Baubewilligungspraxis für Mobilfunkantennen bezüglich Ortsbild- und Landschaftsschutz bewährt hat. Jedes Gesuch für eine Antenne wird heute im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens detailliert, situativ und fallweise geprüft. Überdies ist dank der eingespielten Zusammenarbeit mit den Mobilfunkbetreibern und der Interessenabwägung noch vor dem Baubewilligungsverfahren eine fundierte, begründete und situationsgerechte Prüfung der einzelnen Projekte möglich. Doch schlägt der Gemeinderat vor, dass die überparteiliche Motion in ein Postulat umgewandelt und erheblich erklärt wird, damit detaillierter geprüft wird, ob das Kaskadenmodell als Instrument für die Regulierung des Antennenbaus und als umfassender Planungsrahmen für die Standortbestimmung von Antennen im städtischen Raum einen Zusatznutzen verspricht.

Im Übrigen kann der Gemeinderat angesichts der ernsthaften Sorgen der Bieler Bevölkerung bezüglich Mobilfunk nur bedauern, dass die Antworten des Bundes bezüglich Schutz der Menschen vor nichtionisierender Strahlung so lückenhaft ausgefallen sind. Doch verfügt er gegenwärtig über keine Möglichkeit, um auf kommunaler Ebene direkte Massnahmen gegen die Strahlung zu ergreifen.

Deshalb beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die überparteiliche Motion 20190376 in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Biel, 19. Februar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident

Erich Fehr

Die Stadtschreiberin

Barbara Labbé

Beilage: überparteiliche Motion 20190376

Vorstoss Nr. / Interv. no: 190376
Termin GR / Délai CM: 19.02.20
Direktion /Direction: PRA
Mitbericht / Corapport: _____

Überparteiliche Motion

«Antennenreglement für die Stadt Biel»

Der Gemeinderat wird beauftragt, dem Stadtrat ein Reglement oder eine Reglementsänderung vorzulegen. Darin soll festgelegt werden, in welchen Gebieten Mobilfunkantennen sowie Aufrüstungen in neue Standards wie beispielsweise auf den neuen Typ 5G, erlaubt sind und in welchen nicht.

Begründung:
Derzeit sind in der Stadt Biel diverse Baugesuche von Mobilfunkanbietern zur Erstellung respektive Aufrüstung bestehender Antennen in 5G-Mobilfunkantennen hängig. Viele Einwohnerinnen und Einwohner haben dagegen Einsprachen eingereicht. Die Botschaft ist ganz klar: Die Bevölkerung möchte nicht, dass in der Stadt ohne Einschränkung respektive klarem und öffentlich zugänglichem Gesamtkonzept, Antennen neu- respektive ausgebaut werden.

Darum ist es dringend notwendig, dass die Stadt ein Reglement erlässt, das den Aus- und Neubau von Mobilfunkantennen regelt und beispielsweise Antennen in bestimmten Gebieten verbietet. Denkbar wäre auch ein Kooperationsmodell, in dem die Stadt mit den Mobilfunkbetreibern eine Vereinbarung unterzeichnet oder das sogenannte Kaskadenmodell, das beispielsweise die Gemeinde Ostermundigen für ihr Antennenreglement verwendet hat. Demnach sollen neue Antennen primär an bereits bestehenden Antennenstandorten oder in Arbeitszonen aufgestellt werden.

Biel/Bienne, 23. Oktober 2019

Bettina Epper, Grüne

Salome Strobel, SP

Anhang Nr. 22

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der überparteilichen Motion 20190375, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Dennis Briechle, GLP, Patrick Widmer, SVP, Anna Tanner, SP, Thomas Brunner, EVP, Christoph Grupp, Grüne, Maurice Rebetez, PSR, Pascal Bord, PRR, «Deklaration der Beteiligungen und Vertretungen der Stadt»

Mit der Motion wird gefordert, dass der Gemeinderat rückwirkend ab 2019 ein zentrales Register über alle Vertretungen der Mitarbeitenden der Stadt inklusive Gemeinderat in anderen Organisationen oder Gremien erstellt, in welchem mindestens der Zweck und die Dauer der jeweiligen Mandate und die daraus erzielten Einkommen erfasst werden. Weiter soll der Gemeinderat den Stadtrat aufgrund von Art. 48a Personalreglement und von Art. 12 des Gemeinderatsreglements in geeigneter Weise und mindestens alle zwei Jahre über die Anzahl der Vertretungen, ihre Wirkung und über die damit erzielten bzw. der Stadt abgelieferten Einkommen informieren. Schliesslich soll der GPK im Rahmen ihrer Aufsichtsfunktion Einblick in dieses zentrale Register gewährt werden.
Aus der Begründung ist zu schliessen, dass es den Urhebenden der Motion in erster Linie darum geht, die «strategische Steuerung» von Zweck und Wirkungen der städtischen Vertretungen durch den Gemeinderat und namentlich die Einhaltung der Ablieferungspflichten zu garantieren.

Die Motionsfähigkeit des Anliegens liegt nicht unbedingt auf der Hand. Der Gemeinderat erfüllt dieses jedoch weitgehend und zwar seit Langem. Die Stadtkanzlei führt im Auftrag des Gemeinderates ein Verzeichnis aller vom Gemeinderat bestimmten Vertretungen der Stadt Biel in Kommissionen, Institutionen und Unternehmen. Im Verzeichnis der vom Gemeinderat bestimmten Vertretungen 2017 – 2020 sind 84 solche Organisationen aufgeführt[1], in welche städtische Mitarbeitende, Mitglieder von Gemeinde- oder Stadtrat oder Dritte namens der Stadt Biel delegiert sind. Dieses Verzeichnis wird laufend nachgeführt und ist auf der Internetseite der Stadtkanzlei öffentlich einsehbar.
Formelle Mandate zur Vertretung der Stadt Biel in andern Gremien können nur durch entsprechende Wahl oder Ernennung durch den Gemeinderat erteilt werden. Insofern ist das Verzeichnis vollständig. Die Steuerung von Zweck und Wirkung einer Vertretung erfolgt durch entsprechende Prüfung anlässlich der Erneuerungs- oder Ersatzwahlen bzw. –Ernennungen in die entsprechenden Gremien. Die fachlich zuständigen Direktionen stellen Antrag an den Gemeinderat, welcher entscheidet. In verschiedene Gremien werden beispielsweise heute keine städtischen Delegierten mehr entsandt, weil sich eine Vertretung der Stadt als nicht mehr sinnvoll oder erforderlich erweist.

Im Verzeichnis nicht erfasst sind die allfälligen Entschädigungen und/oder Sitzungsgelder, da sich diese aus den jeweiligen Reglementen oder Statuten der einzelnen Organisationen und somit überwiegend nicht aus städtischem Recht ergeben. Welche Summe eine städtische Vertreterin oder ein städtischer Vertreter pro Jahr genau erhält, hängt in den meisten Fällen von der Anzahl Sitzungen ab, da sich die Entschädigungen in der Regel auf Sitzungsgelder beschränken. Vertretungen, für welche die Entschädigungen den Freibetrag gem. Art. 48a Personalreglement bzw. Art. 12 Gemeinderatsreglement von CHF 5'000.- pro Jahr übersteigen, sind die Ausnahme. Eine Melde- und Ablieferungspflicht besteht nur für Beträge, die den Freibetrag übersteigen. Die Direktionen melden der Finanzkontrolle jährlich Ihre Vertreterinnen und Vertreter und deren Entschädigungen, welche den Freibetrag überschreiten, und sind dafür besorgt, dass allfällige Ablieferungen erfolgen. Diese werden in der Regel im März, nach Abschluss der Jahresrechnungen der jeweiligen Institutionen, der betreffenden städtischen Kostenstelle gutgeschrieben. Die Summe ist somit aus der Jahresrechnung ersichtlich. Denkbar wäre auch, dass im Geschäftsbericht der Finanzkontrolle die gemeldeten Entschädigungen jährlich aufgeführt werden.

[1] Bspw. Ausschuss gegen sexuelle Belästigung; Arbeitsausschuss Bieler Jahrbuch; Verwaltungskommission PKBiel; Tourismus Biel Seeland; CTS Congrès, Tourisme et Sport SA; Seeland.biel/bienne; Verkehrsbetriebe Biel; Réseau des villes de l'Arc jurassien; Reitbahn AG; Kommission für Integration; Ambulanzwesen der Region Biel AG; Stiftung Foyer Schoeni; Berner Konferenz für Fürsorge und Vormundschaft; Stiftung Schwanenkolonie; Kunstkommission; Kommission für den schulzahnärztlichen Dienst; Sportkommission; Stiftung Stadtbibliothek; Stiftung Schweizerische Plastikausstellung; La Lisière AG Leubringen; Stiftung Charles Neuhaus; Stiftung für Betagtenwohnungen; MÜVE Biel-Seeland AG; Strassenbeitragskommission etc.

Für 2018 betrug der abgelieferte Betrag nach Abzug allfälliger AHV-Beiträge gesamthaft CHF 76'899.25. Der Betrag für 2019 sollte sich ebenfalls in dieser Grössenordnung bewegen.

Der beschriebene, seit Jahren angewendete Meldeprozess ist jedoch in der Tat nicht im städtischen Recht abgebildet. Der Gemeinderat hat deshalb bereits in Aussicht genommen, bei der nächsten Revision der Personalverordnung eine Bestimmung in diesen Erlass aufzunehmen, welcher die Direktionen verpflichtet, die entsprechenden Meldungen jährlich vorzunehmen.

Aufgrund der vorstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat, die überparteiliche Motion 20190375 in ein Postulat umzuwandeln, erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 19.2.2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
- Überparteiliche Motion 20190375

An_01
19.02.2020
2019.0375

Motion Deklaration der Beteiligungen und Vertretungen der Stadt

1. Der Gemeinderat erstellt rückwirkend ab 2019 ein zentrales Register in der Stadtverwaltung über alle Vertretungen der Mitarbeitenden der Stadt inkl. Gemeinderat in anderen Organisationen/Gremien wo mindestens der Zweck, die Dauer wie die daraus erzielten Einkommen erfasst werden.
2. Der Gemeinderat informiert den Stadtrat aufgrund von Art. 48a Personalreglement und von Art. 12 des Gemeinderatsreglements in geeigneter Weise und mindestens alle zwei Jahre über die Anzahl und Art der Vertretung, der Wirkung der Vertretung und über die finanziellen Einkommen, die daraus erzielt wurden bzw. der Stadt abgegeben wurden.
3. Die GPK erhält jederzeit Einblick in das zentrale Register im Rahmen ihrer Aufsichtsfunktion.

Begründung

In der Beantwortung des Postulats 20190062 Transparenz über die Beteiligungen und Vertretungen der Stadt Biel bleibt der Gemeinderat sehr vage ab wann ein zentrales Register tatsächlich eingeführt werden soll. Er argumentiert, dass die Frage eines zentralen Registers der Interessenbindungen im Rahmen der neuen Stadtordnung einzuführen, mehr Sinn macht. Ein Register von Interessenbindungen bezieht sich aber vor allem auf die Politik (SR, GR) als auf die Stadtverwaltung. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass die Vergangenheit statistisch aufzuarbeiten in diesem Zusammenhang nicht zielführend sei. In Bezug auf die Interessenbindungen kann so argumentiert werden. Die Antworten zum genannten Postulat legen aber die Vermutung nahe, dass kein Interesse besteht, ein Register für Vertretungen von städtischen Mitarbeitern in Organisationen zu errichten, da «nur» von Interessenbindungen die Rede ist. Die Motionäre erachten aber gerade die Ist-Situation der Vertretungen in anderen Gremien als sehr relevante Information, um Transparenz herzustellen und um sie einer regelmässigen Prüfung unterziehen zu können. Da dieser Überblick gänzlich fehlt, kann keine gesamthafte strategische Steuerung auf Ebene Gemeinderat stattfinden.
Nicht zuletzt wird im Personalreglement in Art. 48a und im Gemeinderatsreglement in Art. 12 die Ablieferung von Einkommen aus der Vertretung der Stadt explizit geregelt und es besteht eine Deklarationspflicht. Eine systematische Erfassung in einem Register fehlt jedoch. Wie soll der GR darüber einen Überblick erhalten und den Zweck und die Wirkungen dieser Vertretungen überprüfen und allenfalls steuernd eingreifen? Schliesslich werden Vertretungen mit Arbeitszeit verbunden sein und binden auch Personalressourcen. Rückwirkende Transparenz vor einer neuen Stadtordnung bzw. unabhängig davon ist deshalb nicht nur sinnvoll, sondern nötig. Erstaunlicherweise findet man zudem in der Verordnung zum Personalreglement keinen Artikel darüber, wie Art. 48a Personalreglement umgesetzt wird, was z. B. bei den Nebenbeschäftigungen oder den politischen Ämtern von Mitarbeitenden in der Personalverordnung präzisiert wurde.
Auch die GPK, welche die Oberaufsicht der Verwaltung wahrnehmen sollte, hat keinerlei Informationen über die Vertretungen und kann auch nicht prüfen, ob beispielsweise die Einnahmen daraus tatsächlich ordnungsgemäss deklariert wurden und das Personalreglement zu dieser Frage gemäss dem Gesetzgeber gelebt wird.

Biel, 24. Oktober 2019

Fraktion Einfach Libres!
Ruth Tennenbaum, Passerelle

Dennis Briechle, GLP

Patrick Widmer
Fraktion SVP/Eidg.

Anna Tanner, SP/Juso

Thomas Brunner, EVP

Christoph Grupp, Grüne

Maurice Rebetez, PSR

Pascal Bord, PRR

Anhang

Zur Erinnerung sei der Artikel 48a des Personalreglements und der Artikel 12 zu Lohn und Nebenbeschäftigungen des GR (Gemeinderatsreglement GRR) hier nochmals erwähnt.

Aus SGR 153.01

Art. 48a - Ablieferung von Einkommen aus der Vertretung der Stadt[15]

[1] Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter liefern der Stadt Einkommen aus der Vertretung der Stadt in anderen Organisationen mit Einschluss der Sitzungsgelder ab, soweit diese insgesamt den Freibetrag von 5'000 Franken übersteigen.

[2] Der Freibetrag nach Absatz 1 wird zum gleichen Zeitpunkt und im gleichen Umfang wie der Lohn der Teuerung angepasst.

[3] Ausgenommen von der Ablieferungspflicht sind Entschädigungen in Form von Auslagenersatz, namentlich für Reisen, Mahlzeiten und Übernachtungen.

[4] Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sind verpflichtet, die erzielten Einkommen bekannt zu geben und zu belegen.

Aus SGR 152.11

Art. 12 - Grundsätze

[1] Die Mitglieder des Gemeinderats liefern der Stadt Einkommen aus der Vertretung der Stadt in andern Organisationen mit Einschluss der Sitzungsgelder ab, soweit diese zusammengenommen den Freibetrag von 5'000 Franken übersteigen.

[2] Der Freibetrag nach Absatz 1 wird zum gleichen Zeitpunkt und im gleichen Umfang wie der Lohn des städtischen Personals der Teuerung angepasst.

[3] Ausgenommen von der Ablieferungspflicht sind Entschädigungen in Form von Auslagenersatz, namentlich für Reisen, Mahlzeiten und Übernachtungen.

Anhang Nr. 23

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der überparteilichen Motion 20190377, Salome Strobel, Fraktion SP/JUSO, Urs Scheuss, Fraktion Grüne, Isabelle Torriani, Fraktion PSR, Titus Sprenger, Fraktion Einfach libres!, «Umsetzung Verkehrsschulungsanlage»

Mit dem vorliegend behandelten Vorstoss wird der Gemeinderat beauftragt, dem Stadtrat ein Projekt für eine dauerhafte Verkehrsschulungsanlage sowie ein Betriebskonzept vorzulegen und nach Möglichkeit die Kooperation mit Organisationen, Verbänden, kantonalen Stellen oder umliegenden Gemeinden zu prüfen.

Der Gemeinderat nimmt hierzu wie folgt Stellung:

Bereits anlässlich der Beantwortung des Postulats 20180367, Salome Strobel, Fraktion SP/JUSO, «Verkehrsschulungsanlage für Alle» hatte der Gemeinderat Gelegenheit, zur hier behandelten Thematik Stellung zu nehmen. Seine Haltung hierzu hat sich seit der Beantwortung des Vorstosses im Jahr 2019 nicht grundsätzlich geändert. Die Erstellung und der Betrieb einer fest installierten, permanenten Verkehrsschulungsanlage bilden nicht Teil der von einer Gemeinde im Kanton Bern zwingend wahrzunehmenden Aufgaben. Aufgrund der noch immer angespannten Finanzlage der Stadt erachtet der Gemeinderat die Übernahme zusätzlicher freiwilliger Aufgaben grundsätzlich nicht als opportun.

Weil der Gemeinderat jedoch anerkennt, dass die Verkehrsschulung insbesondere von jungen Menschen sehr wichtig ist, der sichere Veloverkehr in der Stadt gefördert werden soll und ein entsprechender politischer Wille vorhanden ist erklärt sich der Gemeinderat bereit, die Bedürfnisse und Möglichkeiten im Zusammenhang mit dem Betrieb einer Verkehrsschulungsanlage konkret zu evaluieren. Wie der Direktor DSS anlässlich der Behandlung des erwähnten Postulats im Stadtrat bereits mündlich ausführte, soll zuerst abgeklärt werden, inwieweit ein diesbezügliches Bedürfnis in der Bevölkerung überhaupt besteht. Dies soll in einem ersten Schritt mittels Öffnung der Nutzung der bestehenden Angebote der Kantonspolizei bzw. Zugänglichmachung für die Bevölkerung geschehen. Weil es sich bei der vorliegenden Aufgabe nicht um eine städtische Aufgabe handelt, erachtet es der Gemeinderat als sinnvoll, in einem allfälligen zweiten Schritt unter Einbezug von Interessengruppierungen und der Kantonspolizei ein Betriebskonzept zu erarbeiten für deren konkrete Umsetzung diese verantwortlich wären. Die Stadt Biel wäre ihrerseits bereit, ein geeignetes Terrain zu suchen und unter günstigen Konditionen zur Verfügung zu stellen.

Gestützt auf die obenstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die überparteiliche Motion 20190377 in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Biel, 19. Februar 2020

NAMENS DES GEMEINDERATES

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: überparteiliche Motion 20190377

Biel Bienne

20190377

Motion Umsetzung Verkehrsschulungsanlage

Der Gemeinderat wird beauftragt:

- dem Stadtrat ein Projekt für eine dauerhafte Verkehrsschulanlage sowie Betriebskonzept vorzulegen;
- nach Möglichkeit die Kooperation mit Organisationen, Verbänden, kantonalen Stellen oder umliegenden Gemeinden zu prüfen.

Begründung

Die Förderung des Fuss- und Veloverkehrs ist ein zentrales Anliegen der Stadt Biel. Damit einhergehend hat auch die Sicherheit der Bevölkerung im städtischen Strassenverkehr für die Stadt eine grosse Bedeutung und kann nicht alleine auf die, für die Verkehrsausbildung der Schulkinder zuständige Kantonspolizei, abgeschoben werden. (wie in der Beantwortung des Postulats 20180367 „Verkehrsschulung für Alle" dargelegt)

Art.4 des Reglements zur Förderung des Fuss- und Veloverkehrs sowie des öffentlichen Verkehrs vom 18. Dezember 2014 hält fest : „Sie fördert insbesondere die Sicherheit der Fussgängerinnen und Fussgänger, der Velofahrenden, der älteren Bevölkerung und der Menschen mit Behinderung, insbesondere den Schutz vor dem motorisierten Verkehr auf stark befahrenen Strassen, auf Schulwegen, bei Spiel- und Freizeitanlagen, bei Heimen und Quartierzentren und bei Haltestellen des öffentlichen Verkehrs. **Wichtig sind dabei auch Massnahmen zur Beeinflussung des Verhaltens aller Verkehrsteilnehmer im Interesse einer möglichst hohen Verkehrssicherheit.**"

Obwohl sich der Stadtrat mehrfach für die Einrichtung einer Verkehrsschulungsanlage ausgesprochen hat und die Stadt über freie Aussenflächen verfügt, wurde bisher kein geeigneter Standort für eine Übungsanlage mit den nötigen Ampelanlagen und Bodenmarkierungen gesucht. Auch mögliche Kooperationen, z.B. für den Unterhalt und Betrieb, mit interessierten Organisationen und Stellen wurden nicht geprüft.

Biel, 23. Oktober 2019

Salome Strobel, Fraktion SP/JUSO

Urs Scheuss, Fraktion Grüne

Isabelle Torriani, Groupe PSR

Titus Sprenger, Fraktion EINFACH LIBRES !

Anhang Nr. 24

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Motion 20190378, Anna Tanner und Jarno Bigler, Fraktion SP/JUSO, «Die Stadt Biel als Arbeitgeberin braucht ein Integrationskonzept»

Mit der Motion wird die Stadt Biel damit beauftragt, ein Integrationskonzept zu entwickeln. Dieses muss sich nach Möglichkeit auf dem theoretischen Konzept des «Diversity Mainstreaming» abstützen. Es soll zumindest definieren, wie sich die Stadt Biel als Arbeitgeberin bei der Integration von Mitarbeitenden engagiert, welche Sozialhilfe, Leistungen aus der Invalidenversicherung oder Leistungen aus der Arbeitslosenversicherung beziehen. Durch dieses Konzept kann eines der Ziele der Strategie 2030 gestärkt werden: «Biel schöpft aus seiner Vielfalt».

Das theoretische Konzept des Diversity Mainstreamings wurde ums Jahr 2000 von einem anderen Konzept, dem Gender Mainstreaming, ausgehend entwickelt. Der Grundgedanke dieses Konzepts war es, nicht die spezifischen Auswirkungen der Ungleichstellung (die Symptome) zu untersuchen, sondern sich auf diejenigen Strukturen zu konzentrieren, welche zur Ungleichstellung führen oder diese abbilden (d.h. auf die strukturell oder kulturell bedingte Ursache). Heute «[...] betreffen die Mainstreaming-Mechanismen nicht mehr ausschliesslich die Genderfragen, sondern berücksichtigen gleichzeitig auch weitere Faktoren der Ungleichbehandlung, wie, unter anderem, die Rasse [ethnische Herkunft] oder eine Behinderung» (J. Squires, *Diversity Mainstreaming: Technokratische Betrachtungsweisen und solche, die zusätzliche Ungleichbehandlungen verursachen*, L'Harmattan «Cahiers du genre», 2008/1 Nr. 44, S. 73-94). Das Mainstreaming ist als politische Strategie und als analytischer Rahmen zur Entwicklung von Gleichstellungsperspektiven zu verstehen. Komponenten, die diesen Überlegungen zugrunde liegen können, sind: das Alter, das Geschlecht, die sexuelle Orientierung, die Geschlechtsidentität, die ethnische Herkunft, die Sprache oder die Nationalität sowie das Vorhandensein einer Behinderung.

Der Gemeinderat setzt sich seit mehreren Jahren, auch aufgrund von Impulsen aus dem Stadtrat, dafür ein, dass Lohnungleichheiten beseitigt werden (Postulat 20180371, «Lohnungleichheit bis 2023 behoben»), dass der Anteil der französischsprachigen Führungskräfte steigt (Dringliche Interpellation 20170286, «Sind die Stellen der Generalsekretäre und –sekretärinnen und ihrer Stellvertretenden deutschsprachigen Personen vorbehalten?»), und dass die Gleichstellung von Frauen und Männern in Kaderpositionen der Stadtverwaltung bis 2024 erreicht wird (Beantwortung des überparteilichen Postulats 20180123, «Gleichstellung von Mann und Frau: Bestrebungen notwendig»).

Die Präsidialdirektion (Abteilung Personelles) berücksichtigt ausserdem die Vielfalt und die Integration bei allen von ihr im Zusammenhang mit dem Personalwesen durchgeführten Projekten. Einige Beispiele: Seit zwei Jahren werden in Zusammenarbeit mit der Fachstelle Integration interne Weiterbildungen zum Thema Interkulturalität angeboten. Im Rahmen der Berufsbildungsstrategie stehen zahlreiche Massnahmen in Zusammenhang mit der Inversion von Stereotypen bei der Berufswahl und bei den Erwachsenen werden für Personen, die sich in einer beruflichen Umschulung befinden oder keinen Abschluss der Sekundarstufe II haben, Massnahmen für den Erwerb von Abschlüssen der Grundausbildung entwickelt.

Biel definiert sich als «Hauptstadt der Vielfalt» (Strategische Leitlinie 1: Biel 2030 – die Stadt der Möglichkeiten»). Dieses Ziel findet sich in der Personalpolitik der Stadtverwaltung im Richtplan der Personalstrategie wieder, in dem es ein Konzept zur Vielfalt zu erarbeiten gibt. Eine konkrete Grundlage zur strategischen Leitlinie ist in der Berufsbildung zu finden. Diese beiden Strategien gilt es bis Ende 2020 dem Gemeinderat zu unterbreiten, respektive zu aktualisieren (Berufsbildung). In enger Zusammenarbeit mit dem Ausschuss für Fragen zur Gleichstellung sind zahlreiche Projekte in der Projektierungsphase. Es handelt sich dabei einerseits um die Entwicklung einer einheitlichen Führungskultur innerhalb der Stadtverwaltung; die Berücksichtigung von Diversity-Fragen im Führungsbereich; die spezifische Rolle die

den Personen der Alterskategorie 50+ zukommen kann (z.B. Mentoring, Coaching); und andererseits, im Bereich Berufsbildung, um die Förderung von Initiativen und spezifischen Angeboten für Erwachsene (Validierung von Bildungsleistungen oder eine modulare EBA- oder EFZ-Ausbildung für Erwachsene) oder die Aufnahme von Personen aus der Zwangsmigration, welche derzeit eine Vorlehre Integration absolvieren. Weitere, spezifischere Projekte gehen auf das Thema Behinderung ein: Hier wird eine Zusammenarbeit mit Procap Schweiz in Betracht gezogen, um diejenigen Stellen zu sensibilisieren, die mit dieser Bevölkerungsgruppe und deren Bedürfnissen in Kontakt kommen.

Zum Thema der Integrations- und IV-Umschulungsplätze wurde bei der Abteilung Städtische Betagtenheime eine Umfrage durchgeführt, aus der Folgendes hervorging: in dieser Abteilung arbeiten insgesamt fünfzehn Personen mit beruflichen Massnahmen, zehn IV, drei FRAC, eine SAH (FOKUS) und eine Diaconis; einige seit 1985 oder seit mehreren Jahren (acht Personen), andere in Teilzeitanstellung und mit befristeten Arbeitsverträgen. Die Tätigkeitsbereiche befinden sich in der Hauswirtschaft, der Administration, der Küche oder in der Pflege.
2017 wurde eine zentrale Liste in der Präsidialdirektion (Abteilung Personelles) ins Leben gerufen: auf dieser Liste waren über fünfzig Institutionen aufgeführt, mit denen die Stadtverwaltung zusätzlich zusammenarbeitet, wie die Stiftung Battenberg oder die Arbeitslosenkasse. Diese Liste wurde später nicht weitergeführt.
Der Gemeinderat ist der Ansicht, dass es zusätzlich zu den erwähnten Beispielen noch weiteres Entwicklungspotential für die Anstellung dieser Personen bei der Stadtverwaltung gibt.

Der Gemeinderat setzt sich somit aktiv für das Thema Diversity- und Integrations-Management ein und nimmt sich die Rolle der Stadt Biel als vorbildliche Arbeitgeberin sehr zu Herzen. Er ist der Meinung, dass die Anerkennung des Diversity-Prinzips dem öffentlichen Sektor einen unbestrittenen Mehrwert bringt: Teams, die nach dem Diversity-Prinzip zusammengesetzt werden, sind leistungsfähiger und können den Anforderungen der Nutzerinnen und Nutzer des Service Public noch besser entsprechen. Ausserdem kann die Verwaltung dadurch grundlegende demokratische Werte wie die Chancengleichheit, die Gleichstellung von Mann und Frau sowie den sozialen Zusammenhalt im Alltag leben. Damit die zahlreichen und vielfältigen Initiativen unter einem kohärenten und gültigen Konzept zusammengefasst werden können, begrüsst der Gemeinderat die Idee eines Integrationskonzepts, welches ihm, wie vorgängig erwähnt, 2020 im Anschluss an die Genehmigung des Richtplans zur Personalstrategie vorgestellt wird. Im Konzept muss zudem eine systematische Auflistung der internen Angebote für die Abteilungen aufgeführt sein.

Die Ausarbeitung eines Integrationskonzepts muss ausserdem Vorschläge zur Umsetzung enthalten, welche geprüft und dem Gemeinderat zur Genehmigung vorgelegt werden müssen. Der Gemeinderat beantragt daher dem Stadtrat, die Motion 20190378 in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Biel, 19. Februar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage
- Motion 20190378

Motion 20190378

Die Stadt Biel als Arbeitgeberin braucht ein Integrationskonzept

Antrag
Der Gemeinderat wird beauftragt, ein Integrationskonzept für die Stadt Biel in ihrer Rolle als Arbeitgeberin zu entwickeln. Dies tut er idealerweise in Verbindung mit einem Konzept zur Thematik des Diversity Mainstreaming. Das Integrationskonzept soll mindestens definieren, wie sich die Stadt Biel als Arbeitgeberin bei der Integration von Menschen engagiert, welche Sozialhilfe, Leistungen der Invalidenversicherung oder Leistungen der Arbeitslosenversicherung beziehen.

Begründung
Die Integration von Arbeitnehmenden, welche einmal aus dem Arbeitsprozess ausgeschieden sind, stellt weiterhin eine grosse Herausforderung dar. Zwar unternehmen Bund, Kantone und Gemeinden eine Vielzahl von Bemühungen, die Arbeitsmarktfähigkeit dieser Menschen zu erhalten bzw. zu verbessern, doch es fehlen Arbeitgebende, die bereit sind, diese Menschen dann auch anzustellen. Die Stadt Biel als öffentlich-rechtliche Arbeitgeberin soll hier eine Vorbildfunktion übernehmen und sich aktiv und institutionalisiert bei der Integration dieser Menschen engagieren. Schliesslich kann der Gemeinderat damit auch einen Schritt auf dem Weg zur Vision Biel 2030 machen. "Biel schöpft aus seiner Vielfalt" lautet darin die erste Leitlinie. Der Gemeinderat leitet daraus ab, dass Biel offen sein will, Alle in Biel ihre Chancen nutzen können sollen und dass Biel das Potenzial der verschiedenen Kulturen und Gesellschaftsgruppen ausschöpfen will. Ein Integrationskonzept für die Stadt Biel als Arbeitgeberin hilft bei der Erreichung dieser Ziele.

Biel, 23. Oktober 2019

Für die Fraktion SP/JUSO

Jarno Bigler

Anna Tanner

Anhang Nr. 2

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Motion 20190426, Miro Meyer, Levin Koller, JUSO, «Den Standort des Chessus mit einem Reglement langfristig sichern»

In der Motion wird der Gemeinderat damit beauftragt, ein Reglement auszuarbeiten, welches den heutigen Standort des Chessu festschreibt und dass ein Standortwechsel nur auf Begehren des AJZ möglich ist. Damit soll ein durch Reklamationen aus der Nachbarschaft erzwungener Standortwechsel ausgeschlossen werden. Die Verfasser sehen den Standort des Chessu namentlich durch den Bau des nördlich der Esplanade Kongresshaus geplanten Hotels und daraus möglichen Reklamationen in Gefahr.

In seiner von den Verfassern erwähnten Antwort auf die Interpellation 20180300 («Wird der geliebte Bieler Chessu durch ein profitorientiertes Hotel verdrängt?») hat der Gemeinderat festgehalten, dass die rechtliche Sicherung des Standorts des Chessu heute besser ist den je. Die Planung «Gaswerk-Areal», welche in den vergangenen Jahren mit Blick auf die Neugestaltung und bauliche Aufwertung des als «Esplanade Nord» bezeichneten Gebiets nördlich des Chessu teilrevidiert wurde, ist auf den Fortbestand des Chessu ausgelegt und legt auf öffentlich-rechtlicher Ebene die Basis zur Sicherung einer guten Koexistenz des Chessu mit den umliegenden, innenstädtischen Nutzungen. Der Bereich, auf welchem der Chessu steht, ist einer Zone für öffentliche Nutzungen mit der Zweckbestimmung «Kultur» zugeteilt. Die Nutzung des Chessu in seiner heutigen Form ist daher planungsrechtlich gesichert. Ferner enthalten die baurechtlichen Vorgaben für die Überbauung «Esplanade Nord», als Teil welcher das von den Verfassern erwähnte Hotel realisiert werden soll, Bestimmungen, die die Koexistenz ermöglichen sollen. Namentlich zur Organisation der Wohnungsgrundrisse, um Lärmprobleme aufgrund des Chessu, aber auch der nahe gelegenen Neumarktstrasse zu vermeiden. In diesem Kontext sind denn auch die vorgesehenen baulichen Massnahmen zum Lärmschutz seitens des Hotels zu sehen, welche im Baubewilligungsverfahren überprüft und für gut befunden werden konnten. Gleichzeitig soll das laufende Projekt zur Sanierung des Chessu einen wichtigen Beitrag zur Reduktion dessen Lärmemissionen leisten, um eine Koexistenz weiter zu fördern.

Auf baurechtlicher Ebene präsentiert sich die Situation daher wie folgt: Hält der Chessu alle baurechtlichen Vorgaben respektive die Auflagen der Baubewilligung ein, haben allfällige Lärmklagen aus dem Umfeld keine Konsequenzen auf den Betrieb des Chessu. Durch die Ausscheidung als «Zone für öffentliche Nutzungen» ist die heutige Nutzung an diesem Standort zulässig und gesichert. Die Forderung nach einer reglementarischen Sicherung des Chessu erachtet der Gemeinderat daher als bereits erfüllt. Eine weitergehende Sicherung auf baurechtlicher Ebene ist aus seiner Sicht weder möglich noch notwendig.

Zudem gibt der Gemeinderat zu bedenken, dass parallel zur öffentlich-rechtlichen Sicherung auch eine privatrechtliche Absicherung des Standortes des Chessu vorhanden ist. Mit einer Dienstbarkeit zu Lasten der Eigentümerschaft der Esplanade Nord wird der Bau von Wohnungen direkt nördlich des Chessu verboten, sodass in direkter Nachbarschaft keine derart sensiblen Nutzungen angeordnet werden dürfen. Die nun vorgesehene Hotelnutzung, welche wie in der Antwort auf die Interpellation 20180300 erläutert nicht als Wohnnutzung zu qualifizieren ist, steht im Einklang mit dieser Nutzungsbeschränkung.

Der Gemeinderat bekräftigt seine in der Antwort zur Interpellation 20180300 dargelegte Haltung, dass der Chessu eine wichtige Rolle im Bieler Nachtleben einnimmt und dass er vorbehaltlos hinter dem aktuellen Standort steht. Dass die Stadt das Sanierungsprojekt des Chessus mit einem Kredit im Umfang von CHF 2,8 Mio. und einem Darlehen von CHF 300'000.— unterstützt hat, bringt ihre Unterstützung des Standorts deutlich zum Ausdruck. Mit der Sanierung geht auch eine bauliche Erweiterung einher, sodass der Chessu in Zukunft auch Räumlichkeiten der bisherigen «Villa Fantaisie» beherbergen wird. Damit steigt die Bedeutung des Standorts für das Kulturleben (am Tag wie in der Nacht) für die Stadt Biel noch zusätzlich. Wie erläutert ist er überzeugt, dass der Standort heute auf baurechtlicher Ebene bestens gesichert ist und dass eine darüber hinaus gehende, reglementarische Sicherung, sofern sie denn überhaupt möglich wäre, nicht notwendig ist. Die baurechtliche Situation des Chessu präsentiert sich heute klar.

Kein Reglement kann Nutzungskonflikte und Lärmklagen in einer Stadt ausschliessen, es kann aber eine solide Basis zur Sicherung der vorhandenen und erwünschten Nutzungen bilden. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass ein solches Reglement mit der Planung «Gaswerk-Areal» vorhanden ist. Darüber hinaus muss ein gutes nachbarliches Einvernehmen Hauptziel der Beteiligten sein, um Lärmklagen zu vermeiden.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, die Motion 20190426 in ein Postulat umzuwandeln und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 19. Februar 2020

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident — Die Stadtschreiberin

Erich Fehr — Barbara Labbé

Beilage: Motion 20190426

20190426

JUSO | JS JUSO JS Bielingue

Motion:

Den Standort des Chessus mit einem Reglement langfristig sichern

Der Gemeinderat wird beauftragt, ein Reglement zum Schutz des Chessus auszuarbeiten und es dem Stadtrat vorzulegen. Im Reglement soll der heutige Standort des Chessus festgeschrieben werden.Ausserdem soll festgeschrieben werden, dass ein Standortwechsel des Chessus nur auf Begehren des AJZ möglich ist. Ein Standortwechsel aufgrund von Reklamationen aus der Umgebung soll dagegen im Reglement klar und deutlich ausgeschlossen werden.

Begründung:

Durch den Bau des „Business Hotels der gehobenen Mittelklasse", einige Meter hinter dem Chessu ist die Zukunft des autonomen Jugendzentrums mittel- und langfristig bedroht. Dass es zwischen den Hotelbetreibenden und dem AJZ zu Konflikten kommen wird, ist absehbar. Die Frage ist nur, wer den Platz räumen muss, sollte die Koexistenz nicht funktionieren. Mit der Interpellationsantwort 20180300 stellt sich der Gemeinderat klar hinter das AJZ und bekräftigt seinen Willen den Standort der Coupole zu verteidigen, sollte dies geschehen. Da der Gemeinderat jedoch ein Gremium mit wechselnden Mitgliedern ist, kann diese Haltung mittel- und langfristig nicht garantiert werden. Deshalb wollen wir den Gemeinderat vor der Eröffnung des Hotels beauftragen, ein Reglement zum Schutz des Chessus auszuarbeiten, welches den Standort des Chessus auch langfristig sichert.

Biel/Bienne, 21.11.2019

Miro Meyer (JUSO)

Levin Koller (JUSO)